



UN COMBAT POUR LA FRANCE

LES CLUBS PENSER LA FRANCE

— Préface de Jean-Luc Pujo —

© Penser la France – 2018
BP 26. 92403 COURBEVOIE Cedex
Siège national : 01.73.64.98.68
Courriel : penserlafrance@penserlafrance.fr
www.penserlafrance.fr

ISBN (livre) : 978-2-37692-088-5
ISBN (eBooks) : 978-2-37692-089-2

Corrections : Libres d'écrire
Mise en page : Libres d'écrire
Couverture : Penser la France. Adaptation : Libres d'écrire
Illustration de couverture : © Penser la France

Libres d'écrire est un label de IS Edition, Marseille.
www.libresdecire.com
www.is-edition.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur, de ses ayants-droits, ou de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes de l'article L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

LES CLUBS PENSER LA FRANCE

UN COMBAT
POUR LA
FRANCE

Préface de Jean-Luc Pujo

 libres d'écrire

TABLE DES MATIÈRES DE LA VERSION COMPLÈTE

« La France en héritage »	5
I – Présentation des Clubs « Penser la France »	7
A. Qu'est-ce que la France ? par Jean-Luc Pujo.....	8
B. Qu'est-ce que le mouvement « Penser la France » ?.....	10
Qui sommes-nous ?.....	10
Historique du mouvement.....	11
Notre programme.....	13
C. Qu'est-ce que l'hyper-République ?.....	15
Un peu de sémantique.....	15
Un peu d'histoire.....	16
II – Les communiqués des Clubs « Penser la France »	18
A. Vie politique française et Société.....	19
B. Politique de l'Union européenne et de l'OTAN.....	116
C. Vie politique internationale.....	138
D. Appels et pétitions partagées.....	172
Index lexical	176

« LA FRANCE EN HÉRITAGE »

Nous avons reçu la France en héritage. Et quel héritage !

Nous le tenons de nos mères, nous le tenons de nos pères.

Pour qui sait entendre, respirer, voir, la France plonge ses racines dans une histoire multimillénaire, complexe.

Des premiers hominidés élisant foyer sur les terres de ce vieux continent jusqu'à l'ancienne civilisation gauloise, peu à peu corsetée par la civilisation romaine, la France s'éleva sur cette terre devenue chrétienne, mêlant l'ancien et le moderne par une secrète alchimie.

Des invasions et du désordre – Goths, Wisigoths, Francs... –, la France accoucha d'un ordre politique exceptionnel, fruit d'un travail patient, difficile, périlleux.

Mille ans. Nos rois bâtirent la France telle que nous la connaissons.

De cette construction rayonnante, la Révolution ne balaya – d'abord – que les apparences.

Puis se leva, une fois de plus, le vent de l'Histoire, qui – à la faveur d'hommes de génie – porta notre Nation au firmament de la Modernité.

La France porte en elle cette histoire. Elle est le fruit de cette terre, de ces femmes et de ces hommes, accouchant d'une réalité unique, spécifique.

Mais plus que cette histoire, la France porte en elle un esprit : « Liberté, Égalité, Fraternité ».

C'est cet esprit qui rencontre celui de tous les hommes qui pensent progrès et humanité.

En disant « Nous avons reçu la France en héritage », nous disons notre immense responsabilité : qu'allons-nous transmettre ?

À l'heure du tourbillon mondial, où s'instruit la défaite de la France à travers l'abandon de ses valeurs, de son esprit, nous voulons témoigner et faire serment : « Rien ne sera défait de la France sans que nous n'ayons résisté, combattu ».

Qu'importe – Assemblée de tribus gauloises, Rois, Directoire, Comité de salut public, Consulat ou Empire, président de la République... Qu'importe, après tout.

Si notre modernité s'inscrit dans le prolongement d'un rêve républicain – hyper-républicain – puisant aux sources d'une pensée dont nous devons retrouver toute la quintessence, nous savons qu'au final, toujours, en nous, prime la France.

Toujours, en nous, prime l'esprit.



Jean-Luc Pujo

Président des Clubs « Penser la France »

Le 5 janvier 2018

I – PRÉSENTATION DES CLUBS « PENSER LA FRANCE »

A. Qu'est-ce que la France ?

B. Qu'est-ce que le mouvement « Penser la France » ?

C. Qu'est-ce que l'hyper-république ?

A. QU'EST-CE QUE LA FRANCE ? par Jean-Luc Pujo

*« La France, République universelle incarnée,
il faut l'aimer ! »*

La France est une Idée.

Elle ne se résume pas à une race, à une ethnie.

La France est un projet.

Elle ne se limite pas à une terre, à une simple géographie.

La France est une volonté.

Née sur une terre christianisée, l'Idée France a transcendé ce fond premier pour se révéler et trouver toute sa dimension rêvée dans le projet unique à partager.

1789 ! 1792 ! La France, c'est la République universelle incarnée. C'est cet idéal donné à l'humanité et résumé d'un mot, de trois : Liberté, Égalité, Fraternité.

Comment ne pas porter cette Idée émancipatrice d'une étonnante modernité ?

Il n'est pas d'Homme venu des quatre coins du monde qui ne puisse devenir français si tant est qu'il veuille bien parler cette langue exceptionnelle – le français –, partager notre culture et, à son tour, soutenir notre projet : un idéal d'humanité partagé.

Aujourd'hui – comme plusieurs fois dans le passé –, la France est menacée.

Certains voudraient la vassaliser à un empire allié ou à une structure européenne chargée de la démanteler. D'autres, la miner de l'intérieur par mille communautés encouragées.

Que sera la France dans un siècle ? Dans vingt ?

Voilà de multiples défis à relever que les excès du nationalisme ne pourraient que déplacer et, pire, précipiter notre communauté vers le fossé en trahissant l'essence même de notre pensée.

Oui ! La France, République universelle incarnée, il faut l'aimer !

Jean-Luc Pujo

– 1999 –

B. QU'EST-CE QUE LE MOUVEMENT « PENSER LA FRANCE » ?

QUI SOMMES-NOUS ?

Mouvement citoyen de réflexions et d'actions politiques, les Clubs « Penser la France » ont pour objectif de créer les conditions d'une nouvelle révolution patriotique en France.

Réunissant des femmes et des hommes d'horizons sociaux et politiques différents, les Clubs travaillent à soutenir, fédérer, encourager toutes les initiatives patriotiques et républicaines.

Parce que la plupart des partis politiques traditionnels sont frappés d'une impuissance et d'une obsolescence intellectuelle et humaine sidérante, les Clubs « Penser la France » travaillent à la renaissance de la vie politique sur la base de la défense stricte du Contrat social français et l'exigence d'une indépendance nationale totale.

Dans cet esprit, les Clubs « Penser la France » militent pour réunir les forces de progrès et les forces de la tradition capables de porter une véritable révolution hyper-républicaine.

Les Clubs « Penser la France » ont ainsi apporté leur soutien à toutes les initiatives visant à rapprocher communistes authentiques et gaullistes authentiques dans l'esprit du Conseil National de la Résistance (CNR).

Puiser à la source de l'esprit français, redonner de la chair à cette espérance supérieure, telle est la vocation des Clubs « Penser la France ».

Mouvement citoyen de libération nationale, les Clubs « Penser la France » ne sont pas un parti politique.

HISTORIQUE DU MOUVEMENT

Les Clubs « Penser la France » sont nés au printemps 1990 de la rencontre de jeunes citoyens animés d'une même préoccupation résumée d'une question : « Qu'est-ce que la France ? ».

Regroupant des personnes venues d'horizons sociaux et politiques différents, la particularité des Clubs réside dans cette confrontation réussie de cultures très diverses, des gaullistes jusqu'aux communistes.

Cet espace de travail ainsi créé a pour but de se réapproprier l'« Idée France et l'idée républicaine ».

Les Clubs « Penser la France » ont organisé rencontres et dîners-débats. À compter de 1999, les Clubs ont investi le Web.

Un Mouvement Citoyen de Libération nationale...

En 1991, les Clubs « Penser la France » se sont constitués en réseau informel de réflexions et d'échanges.

Disposant de relais dans la France entière et regroupant une centaine de personnes, les membres des Clubs ont produit notes et articles dans des domaines de compétences très divers, ou tout simplement des témoignages sur diverses réalités professionnelles ou humaines.

Acteurs de la vie économique, sociale et politique ou simples citoyens au regard aiguisé sur leur époque et leur temps, ces femmes et ces hommes ont toujours eu à cœur de se battre pour que « Vive la France ! Vive la République ! ».

*

Au cours de l'élection présidentielle de 2002, les Clubs « Penser la France » ont décidé de s'engager pleinement au soutien de la candidature de Jean-Pierre Chevènement.

De cette période particulièrement riche, les Clubs « Penser la France » ont conservé deux textes fondamentaux, validés et intégrés à leur corpus politique : « Le discours de Vincennes » de Jean-Pierre Chevènement, prononcé le 9 septembre 2001, et le texte exceptionnel de Didier Motchane : « Pour que la République redevienne une idée neuve », en 2002.

Pleinement engagés pour le « non » à la Constitution européenne en 2005, les Clubs « Penser la France » ont alors vu cette victoire se fracasser sur le mur du Traité de Lisbonne, adopté en 2008 par le Parlement et en trahison totale du vote du peuple souverain.

Cette forfaiture – car il s'agit bien d'un manquement politique magistral commis par l'ensemble de la classe politique française contre le peuple souverain – a décidé les Clubs à basculer en radicalité.

Après cette trahison, plus rien ne pouvait être comme avant.

À compter de ce moment, les Clubs « Penser la France » ont décidé de se transformer en mouvement politique de libération nationale, puis de rompre avec tous les grands partis de gouvernement ayant trahi la Nation.

Peu à peu, les Clubs « Penser la France » se sont organisés en Mouvement citoyen pour travailler en deçà des partis politiques traditionnels frappés d'une impuissance et d'une obsolescence intellectuelle et humaine sidérante.

Pour « Penser la France », il s'agit de construire – reconstruire – un modèle français dans le respect de notre tradition politique et sociale. Il s'agit de réécrire le Contrat social français, un des plus élaborés au monde, en puisant à la source de l'esprit français.

Parce que le modèle le plus vivant de cet esprit reste le programme du Conseil National de la Résistance (CNR), c'est tout naturellement que « Penser la France » a été – parmi d'autres organisations – à l'initiative d'un nouveau CNR, né en 2013-2014.

Mais cette espérance va bien au-delà de ce seul modèle : il faut « Libérer la France ! Relever la Nation ! Réussir la République ! ».

La mise en place de « Comités de Libération Nationale » (CLN) sur l'ensemble du territoire vise à préparer l'action de libération voulue par la plupart des Français.

NOTRE PROGRAMME...

OBJECTIFS :

Libérer la France ! Relever la Nation ! Réussir la République !

MOYEN :

Les Clubs « Penser la France » travaillent partout sur le territoire où cela est possible au soutien de toutes initiatives politiques de refondation patriotique.

C'est l'objet des COMITÉS de LIBÉRATION NATIONALE (CLN).

Il s'agit de réunir tout citoyen désireux de passer à l'action... pour relever la France, relever la République !

L'esprit qui accompagne cette action est celui d'un « nouveau Conseil National de la Résistance » unissant – notamment – communistes authentiques et gaullistes authentiques et, par-delà, de nombreux citoyens.

ACTIONS :

Sortir de l'OTAN ! Pour libérer notre armée et libérer notre diplomatie !

Sortir de l'UE ! Pour reprendre en main notre destin politique et construire une Europe des Nations libres !

Sortir de l'EURO ! Pour retrouver notre souveraineté monétaire, donc notre liberté économique, et agir dans la compétition mondiale en peuple souverain.

Offrir aux Nations libres en Europe un nouvel avenir de coopération monétaire.

Militer pour un nouveau Système monétaire international – libéré du système Dollar – profitable à toutes les économies du monde, notamment aux partenaires naturels et historiques de la France.

C. QU'EST-CE QUE L'HYPER-RÉPUBLIQUE ?

UN PEU DE SÉMANTIQUE...

Hyper-république : n. f (comp. du gr. *uper* [ὑπέρ], préfixe signifiant extrêmement, excessivement, et *république* [ʁe.py.blik] du lat. *res publica*, la chose publique).

1. Sc. administrative : Terme apparu au tout début des années 2000, dans le champ des nouvelles technologies, pour définir la république numérique et « *le rôle que les technologies de l'information et de la communication, de plus en plus utilisées dans l'administration et les services publics, peuvent apporter dans l'amélioration du service rendu à l'utilisateur* ». Travaux menés sous la houlette du Secrétariat à la réforme de l'État, ils débouchent sur le rapport éponyme dirigé par Pierre de La Coste et Vincent Benard¹. Le 30 septembre 2004, à Issy-les-Moulineaux, est créé le club de « l'hyper-république » visant à encourager la « démocratie numérique », qui sera dissout le 9 mai 2014. Cette terminologie est aujourd'hui totalement abandonnée au profit du terme d'*e-administration*.

1. Cf. Rapport « L'Hyper-République : bâtir l'administration en réseau autour du citoyen », www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/034000010/

2. Pol. : Terme employé dans le champ politique pour affirmer l'attachement le plus strict à l'orthodoxie républicaine classique. Cette terminologie apparaît en 2008 chez les tenants d'une radicalité républicaine, afin de réaffirmer l'attachement à un ensemble de valeurs fondamentales et de concepts politiques forts : toute puissance de l'État jacobin, volontarisme constitutionnel, séparation stricte des pouvoirs, responsabilité totale des élus devant la Nation, pleine souveraineté du peuple en Nation, formation et éducation des citoyens, contrat social et cité juste, ordre et progrès, Liberté-Égalité-Fraternité, défense nationale et garde patriotique, restauration des frontières nationales. En 2011, naissent à Paris les cafés hyper-républicains dans l'esprit des cafés politiques de la période révolutionnaire de 1789 – réunissant écrivains, témoins et politiques autour des membres dirigeants des Clubs « Penser la France » et de la rédaction du journal *politique-actu.com*.

UN PEU D'HISTOIRE...

Le terme **hyper-république** a été employé pour la première fois dans le champ politique par Jean-Luc Pujo, en 2008, afin de doter les républicains radicaux d'un terme précis et nouveau pour définir leur combat et leur philosophie.

Il s'agissait, à travers un constat sans appel, de dénoncer d'une part la fin programmée de l'État républicain, d'autre part, la déshérence du terme même de « république » et de « républicain ».

Le constat posé par Jean-Luc Pujo était bel et bien celui d'une faillite :

- fin de l'État républicain soumis au diktat de l'Union européenne qui le démantèle ;
- fin de notre diplomatie et de nos armées placées sous commandement OTAN ;
- fin de la monnaie nationale et placement de l'économie française sous tutelle Euro dirigé par la Banque centrale européenne (BCE) et la FED américaine ;
- abandon de la Culture française (langue, histoire...).

Dans le même temps, l'extrême droite française – ennemie historique de la République – se proclame « républicaine » sans réaction de l'opinion et des médias, et les partis de gouvernement – soumis aux diktats de l'Union européenne – trahissent les principes fondamentaux républicains alors qu'ils ont la charge de les défendre ardemment.

Un de ces partis se proclame même nouvellement comme « Les Républicains » pour, d'évidence, se parer du masque de la vertu républicaine qu'il a depuis longtemps perdu.

Et ce constat sans appel : puisque tout le monde peut se proclamer « républicain », alors le terme ne signifie plus rien.

Le mot « républicain » ayant été volé après avoir été vidé de son contenu, il était nécessaire de s'emparer du contenu et de lui offrir un nouvel habit, un terme nouveau, fortement marqué de volontarisme.

C'est dans ce contexte qu'a été inventé le terme « hyper-républicain ».

Les Clubs « Penser la France » ont depuis adopté et placé cet idéal au centre de leur projet politique.

Et Jean-Luc Pujol ainsi de proclamer : « *La République jusqu'au bout, c'est-à-dire la République universelle... Voilà ce qu'est l'hyper-République !* ».

II – LES COMMUNIQUÉS DES CLUBS « PENSER LA FRANCE »

A. Vie politique française et Société

B. Politique de l'Union européenne et de l'OTAN

C. Vie politique internationale

D. Appels et pétitions partagés

A. VIE POLITIQUE FRANÇAISE ET SOCIÉTÉ

N° 1 : « Le port de la BURQA doit être interdit en France et combattu dans le Monde entier », le 31 Janvier 2010 ;

N° 2 : « La théorie du “GENDER” entre au Lycée ! Scandale ! », juin 2011 ;

N° 3 : « L’Action française et la pièce de Roméo Castellucci » – Message de soutien aux jeunes militants catholiques, octobre 2011 ;

N° 4 : Présidentielle 2012 – 1^{er} tour : « Les Clubs “Penser la France” appellent à voter Nicolas Dupont-Aignan », le 21 avril 2012 ;

N° 5 : Présidentielle 2012 – 2^e tour : « Les Clubs “Penser la France” appellent à voter blanc ! », le 29 avril 2012 ;

N° 6 : « Qui cherche à dresser les musulmans contre les chrétiens ? », le 16 septembre 2012 ;

N° 7 : « TSCG : Le reniement magistral de la France », le 11 octobre 2012 ;

N° 8 : « Hollande-Sarkozy : Un révisionnisme d’État pour abaisser la France ! », le 20 octobre 2012 ;

N° 9 : « Rapport Gallois : les Français au piège de l’Euro », novembre 2012 ;

N° 10 : « Arrestation d’Aurore MARTIN, française et militante basque, remise aux autorités espagnoles : Honte à VALLS ! », novembre 2012 ;

N° 11 : « MARIAGE HOMOSEXUEL : Un non-sens ! », le 11 janvier 2013 ;

N° 12 : Référendum en Alsace : « L'Alsace, c'est la France – Non à la création d'un Land alsacien ! Non au Reich euro-allemand », le 4 mars 2013 ;

N° 13 : « Suicide au cœur de la chrétienté » (à propos de M. Dominique VENNER), mercredi 22 mai 2013 ;

N° 14 : « Dissolution des mouvements d'extrême droite : Échec de la République, échec du gouvernement », mercredi 24 juillet 2013 ;

N° 15 : « Au Panthéon ? Joséphine BAKER ! », décembre 2013 ;

N° 16 : « Ni Valls ni Dieudonné : La République, un point c'est tout ! », décembre 2013 ;

N° 17 : Terrorisme – CHARLIE HEBDO : « La France sous contrôle OTAN-CIA n'est plus protégée mais surexposée ! », le mercredi 7 janvier 2015 – 23 heures ;

N° 18 : Terrorisme – « La France sous OTAN-CIA est une Nation menacée. Nous ne participerons pas à la Manifestation du dimanche 11 janvier 2015 », samedi 10 janvier 2015 – 14 h 30 ;

N° 19 : BÉZIERS : « Le 19 mars 1962 et M. Hélié de SAINT MARC », mars 2015 ;

N° 20 : Départementales 2015 : « Défaite annoncée de la France ! », le 16 mars 2015 ;

N° 21 : LOI RENSEIGNEMENT : « Un coup d'État silencieux ? », lundi 13 avril 2015 ;

N° 22 : « Vincent LAMBERT est un homme qui vit ! », mercredi 10 juin 2015 ;

N° 23 : TAXIS : « Soutien total aux artisans taxis », jeudi 25 juin 2015 ;

N° 24 : Régionales 2015 : « L'extrême droite, c'est l'anti-République : », le 9 décembre 2015 ;

N° 25 : Terrorisme – « Déchéance de nationalité : Juste sanction d'une trahison », le 23 décembre 2015 ;

N° 26 : CORSE : « L'Inacceptable ! », le 26 décembre 2015 ;

N° 27 : « Ni croix, ni kippa, ni hijab : Pour une République vraie ! », mercredi 13 janvier 2016 ;

N° 28 : Terrorisme – « État d’urgence, État républicain », le 15 février 2016 ;

N° 29 : Terrorisme – « Attentat de Nice : le point de non-retour ? », le 18 juillet 2016 ;

N° 30 : Terrorisme – « Ne pas dire la vérité aux Français ! », le 26 juillet 2016 ;

N° 31 : Présidentielle 2017 : « Abattre MACRON-HOLLANDE dès le 1^{er} tour ! », 24 mars 2017 ;

N° 32 : VEL d’HIV : « VICHY, ce n’est pas la France ! », le 11 avril 2017 ;

N° 33 : Présidentielle 2017 – 1^{er} tour : « Écœurement et Espérances », 21 avril 2017 ;

N° 34 : Présidentielle 2017 – 1^{er} tour : Analyse et commentaires, dimanche 30 avril 2017 ;

N° 35 : Présidentielle 2017 – 2^e tour : « Refuser le piège ! », 4 mai 2017 ;

N° 36 : Législatives 2017 : « Soutien aux candidats patriotes », 28 mai 2017 ;

N° 37 : Présidentielle 2017 & Législatives 2017 : « Le viol de la Nation », 9 juin 2017 ;

N° 38 : « Bleu, Blanc, Rouge : tel est le drapeau de la Nation ! », mardi 28 novembre 2017 ;

N° 39 : « La commune, cœur de la Démocratie ».

COMMUNIQUÉ N° 1

« Le port de la BURQA doit être interdit en France et combattu dans le monde entier »

Samedi 30 janvier 2010

Le port de la burqa de par le monde est un signe – religieux, culturel et politique – fort.

Les conceptions religieuses, politiques et culturelles qui accompagnent le port de ce vêtement particulier sont contraires aux idées progressistes découlant de l'Idéal des Lumières.

Aucune femme, aucun homme émancipé ne saurait – sous aucun prétexte – supporter une telle régression de notre Idéal d'universalité et de progrès.

Parce que les Clubs « Penser la France » s'inscrivent dans la fidélité à l'Idéal des Lumières – incarné en France par le projet de République universelle que nous appelons de nos vœux –, nous affirmons notre opposition totale au port de la burqa en France et dans le monde.

Les Clubs « Penser la France » appellent la représentation nationale à faire preuve de courage et de lucidité pour montrer au monde l'attachement de la France aux valeurs qui ont fait notre grandeur : l'affirmation d'une certaine idée de la femme et de l'homme émancipés, libérés de tout dogme.

Les Clubs « Penser la France » demandent le vote solennel d'une loi d'interdiction comme un signe fort et utile à adresser au monde.

COMMUNIQUÉ N°2

« La théorie du “GENDER” entre au Lycée ! Scandale ! »

Juin 2011

Les Clubs « Penser la France » condamnent l'introduction de la théorie du « gender » dans les programmes des lycéens français !

Cette théorie venue des États-Unis nie la différence sexuelle et la complémentarité naturelle entre l'homme et la femme.

D'évidence, elle va entraîner des conséquences culturelles, politiques et sociales extrêmement importantes qui peuvent sérieusement nous alerter.

L'entrée de cette théorie dans le corpus enseigné aux lycéens français – sans aucune discussion préalable – soulève à juste titre une tempête dans les milieux essentiellement catholiques français et européens.

D'évidence, les militants laïcs et républicains que nous sommes ont de très bonnes raisons de se mobiliser.

Communiqué accompagné de quelques documents catholiques en circulation.

Extrait : « Le “gender” au programme des lycées »

« Inscrite officiellement dans les nouveaux programmes de SVT de Première (S, L et ES), la doctrine du “gender” fera désormais partie de l'enseignement obligatoire des lycées français à partir de la rentrée 2011.

Le “gender” nie la complémentarité naturelle entre les sexes.

S'il fallait désigner un seul nom pour illustrer la doctrine du gender, ce serait assurément celui de la philosophe américaine Judith

Butler qui viendrait immédiatement à l'esprit. L'ouvrage qu'elle a publié aux États-Unis en 1990 – "Gender Trouble : Feminism and the subversion of Identity" – demeure le modèle incontournable des programmes universitaires anglo-saxons sur la question. De l'autre côté de l'Atlantique, aucun campus digne de ce nom n'est dépourvu de son département de "gender studies". Toutefois, cette théorie n'aurait pu acquérir l'influence qu'elle exerce aujourd'hui sur la scène internationale sans la tenue en 1995 de la Conférence des Nations-Unies de Pékin sur la femme qui en a fait le cadre porteur d'une société nouvelle où les comportements sexuels seraient enfin débarrassés de leurs "archaïsmes moraux et religieux", comprenez "chrétiens".

Derrière le concept de "gender" se cache en effet une idéologie qui nie la différence sexuelle et la complémentarité naturelle entre l'homme et la femme. Le mot "sexe", qui renvoie trop à une détermination objective et naturelle, est remplacé par celui de "genre", où féminin et masculin sont des constructions socio-culturelles purement arbitraires qu'il est possible de défaire. »

COMMUNIQUÉ N°3

« L'Action française et la pièce de Roméo Castellucci » – Message de soutien aux jeunes militants catholiques.

Octobre 2011

Depuis maintenant près d'une semaine, la pièce de Roméo Castellucci – « Sur le concept du visage du fils de Dieu » –, jouée à Paris, fait l'objet de manifestations de protestation de la part des jeunes catholiques et de jeunes militants de l'Action française.

Cette pièce de théâtre – médiocre – peut à juste titre susciter de très vives réactions.

Les Clubs « Penser la France » – clubs de réflexion républicains – ne peuvent que s'étonner de la violence avec laquelle les forces de l'ordre ont interpellé de jeunes manifestants pacifiques au risque de blesser gravement certains d'entre eux.

Cette violence ridicule est totalement injustifiée. Elle fait honte à la République.

Les Clubs « Penser la France » – en dépit des désaccords que nous pouvons entretenir avec l'Action française – condamnent vivement cette violence policière inadmissible envers de jeunes Français au courage évident.

Lien avec source :

www.democratie-royale.org/article-affaire-castellucci-la-mobilisation-continue-87351871.html

COMMUNIQUÉ N° 4

Présidentielle 2012 : 1^{er} tour – « Les Clubs “Penser la France” appellent à voter Nicolas DUPONT-AIGNAN ! »

Jeudi 19 avril 2012

À la veille de ce 1^{er} tour des élections présidentielles 2012, les Clubs « Penser la France » ont décidé d'appeler à voter pour Nicolas DUPONT-AIGNAN.

Seul candidat gaulliste et républicain, Nicolas DUPONT-AIGNAN – souvent caricaturé par les médias – est le seul candidat à avoir pris la juste mesure de la crise économique, sociale et politique à laquelle la France va devoir faire face.

Les Clubs « Penser la France » ont toujours milité pour la sortie de l'OTAN, de l'Union européenne et la dénonciation des mécanismes de l'EURO comme préalable au redressement national. Là est la seule voie, celle de l'indépendance nationale, pour bâtir un nouveau départ pour la France.

Pour les Clubs « Penser la France », seul Nicolas DUPONT-AIGNAN a eu le courage de défendre jusqu'au bout ce programme indispensable.

Par ailleurs, les Clubs « Penser la France » – réunissant communistes et gaullistes – se doivent de reconnaître que la campagne exceptionnelle menée par Jean-Luc MÉLENCHON est porteuse d'une véritable espérance de refondation de la Gauche.

Plusieurs membres de la direction nationale des Clubs « Penser la France » ont donc défendu cette candidature dont il faut reconnaître les nombreux mérites.

Pour les Clubs « Penser la France » – cependant –, seul Nicolas DUPONT-AIGNAN a eu le courage de défendre jusqu'au bout un programme gaulliste.

Les Clubs « Penser la France » appellent à voter DUPONT-AIGNAN lors de ce 1^{er} tour.

COMMUNIQUÉ N° 5

Présidentielle 2012 : 2^e tour – « Les clubs “Penser la France” appellent à voter blanc ! »

Dimanche 29 avril 2012

À l'heure où la France s'apprête à voter pour le second tour des élections présidentielles, il nous semble nécessaire de mettre en perspective quelques questions essentielles.

Après un répit artificiel, la crise de la zone Euro va frapper comme jamais la France dans les toutes prochaines semaines.

La France va ainsi devoir faire face à une crise économique et financière extrêmement grave comme en Espagne, en Italie, en Grèce et au Portugal.

Dans un tel contexte, les troubles sociaux et politiques sont prévisibles. Les peuples désemparés vont demander des comptes.

La violence politique va probablement refaire son apparition en Europe.

Comment s'en étonner ?

À l'heure où les grandes nations s'affirment en puissance dans le monde – Brésil, Chine, États-Unis, Inde, Israël – l'Europe, elle, s'abandonne dans une soumission désastreuse à un simple triptyque – OTAN, UE, EURO – dirigé, mais par qui ?

Plus de diplomatie, plus de défense, plus de politique économique et financière : l'Europe – comme la France – se suicide.

Ainsi devons-nous comprendre que la crise que connaît aujourd'hui l'Europe, comme la France, n'est pas seulement économique et financière. Elle est avant tout une crise profondément politique.

L'Europe – continent le plus riche du monde – souffre avant tout d'une crise d'impuissance.

Soumis, nous devons – d'abord et avant tout – retrouver notre indépendance.

Pour les Clubs « Penser la France », la seule voie possible du redressement national impose un préalable : la sortie de l'OTAN, de l'Union européenne et le retour à la pleine souveraineté monétaire.

Le second tour de l'élection présidentielle oppose deux hommes dont aucun n'a pris la juste mesure de la crise à laquelle nous sommes confrontés.

La France aurait aujourd'hui besoin d'un De Gaulle ou d'un Salvador Allende.

Aussi, c'est avec tristesse que nous constatons l'inanité du choix proposé aux Français.

Pourquoi s'en étonner ? C'est le choix du système.

Dès les premières heures du quinquennat, les Clubs « Penser la France » ont lutté ardemment contre Nicolas Sarkozy, dont le mandat peut être résumé d'un trait : abaissement de la France, trahison du pacte républicain, et vulgarité.

Nous avons lutté contre le Sarkozysme au nom d'une certaine idée élevée de la France.

C'est au nom de ces mêmes valeurs que nous jugeons aujourd'hui le projet de François Hollande comme étant catastrophique : intégration fédérale européenne accélérée, délitement du lien citoyen-nation, courtoisie communautariste...

Chacun de ces hommes travaille à soumettre la France au cadre mortifère OTAN, UE, EURO.

De ce déni de réalité, certains – non sans raison – parleront de compromission ; nous devons tirer les conclusions qui s'imposent !

Les Clubs « Penser la France » – mouvement républicain regroupant communistes et gaullistes fidèles à l'esprit du CNR – appellent à voter « blanc ».

Ce vote blanc n'est en rien un renoncement. Bien au contraire. Il est un vote de résistance.

D'ores et déjà, les Clubs « Penser la France » invitent nos concitoyens à travailler à rassembler les espérances, à tracer tous les jours plus encore notre chemin républicain, à redresser la France telle que nous l'aimons.

Et la France que nous aimons, c'est la France libre.

COMMUNIQUÉ N°6

« Film “Innocence of muslims” : Qui cherche à dresser les musulmans contre les chrétiens ? »

Le 16 septembre 2012

La diffusion du film « Innocence of muslims » – caricatural et injurieux envers les croyants musulmans du monde entier – ne peut qu’être condamnée.

D’évidence, le piège recherché par ceux qui attisent volontairement la haine entre musulmans et chrétiens a fonctionné.

Mais qui a intérêt à dresser les musulmans contre les chrétiens ?

Les Clubs « Penser la France » appellent nos concitoyens français musulmans à ne pas tomber dans le piège effroyable qui leur est tendu.

L’Idéal républicain hérité des Lumières ne peut – une fois de plus – que nous encourager à chercher et trouver les voies d’un universel partagé au-delà des différentes croyances, dans le respect de toutes.

Les Clubs « Penser la France » se félicitent de l’appel du président du CFCM – Mohammed Moussaoui – en ce sens.

COMMUNIQUÉ N°7

« TSCG : Le reniement magistral de la France »

Mercredi 10 octobre 2012

La ratification du TSCG par l'Assemblée nationale est un reniement magistral de la souveraineté de la France, un parmi les plus graves des cinquante dernières années.

Les Clubs « Penser la France » condamnent avec la plus grande fermeté ce vote d'abandon qui soumet la France au nouveau parti de l'étranger.

De ce vote de soumission, nous pouvons tirer deux leçons :

- il n'y a plus de système parlementaire digne de ce nom en France, et les quelques députés ayant voté contre ce projet ne sont plus que les supplétifs – imbéciles ou immatures – d'un système corrompu ;
- la France vit une des plus graves crises démocratiques de son histoire.

Nous devons donc travailler à élaborer les conditions d'un sursaut patriotique radical.

Seuls les Français peuvent encore stopper ce naufrage.

Dans cet esprit, les Clubs « Penser la France » ont décidé de travailler à réunir les conditions d'un grand sursaut républicain comme le firent nos aînés du Conseil National de la Résistance unissant communistes et gaullistes autour d'une exigence républicaine absolue.

C'est en réaffirmant comme priorité deux exigences supérieures – garantir l'Indépendance nationale et garantir les fondements du Contrat social français – que nous ouvrirons la voie possible – la seule – du redressement national.

« Hollande-Sarkozy : Un révisionnisme d'État pour abaisser la France ! »

– Du Vel d'Hiv au 17 octobre 1961 –

Octobre 2012

Que Nicolas Sarkozy et François Hollande mènent une politique économique structurellement identique, nous le savons tous.

Que les projets politiques obéissent à la même logique intellectuelle – défaire la France – est plus complexe à admettre. Pourtant...

Les deux hommes enfantés par les mêmes forces politiques, économiques et financières opèrent un révisionnisme choquant dont l'objectif ne peut plus faire illusion : il faut détruire la France.

L'un – Nicolas Sarkozy – a opéré une attaque à front renversé contre le modèle laïc et républicain, rompant ainsi avec près de deux siècles d'histoire républicaine.

L'autre – François Hollande – s'ingénie à réécrire l'histoire de la République en pleine méconnaissance de l'histoire de notre pays pour salir la Nation.

Après le discours catastrophique du Vel d'Hiv, François Hollande vient – par un simple communiqué relatif aux événements du 17 octobre 1961 – de salir à nouveau la mémoire de millions de Français.

La répression policière de la manifestation interdite du 17 octobre 1961 appréciée hors de son contexte est une insulte à l'intelligence.

Le FLN Paris a pris – en pleine connaissance de cause – le risque d'exposer des populations civiles algériennes dans le seul but de démontrer sa capacité de mobilisation, dans un contexte de négociations

préalables aux accords d'Évian durant lequel plusieurs factions du FLN étaient en concurrence pour le partage futur des responsabilités à Alger.

Les manifestants algériens de Paris ont tout simplement été pris en otage pour des raisons de basse politique internes au FLN.

Le FLN Paris – en décidant de braver l'interdiction de la Préfecture de Police – a ainsi fait un double pari :

- d'une part, réaliser une démonstration de force en faisant manifester des familles entières à Paris ;
- d'autre part, parier sur l'inaction des autorités françaises face à une manifestation pacifique, désarmée.

Placée devant le fait accompli, la Préfecture de Police a d'évidence été incapable de trouver une réponse adaptée.

La manifestation était interdite. Il fallait donc procéder à des arrestations. Ni plus ni moins.

Mais un regard fin sur le contexte politique et historique permet de conclure que ces évènements révèlent une double responsabilité : celle du FLN Paris et celle de la Préfecture de Police de Paris.²

Le regard aujourd'hui porté sur ces évènements est sidérant.

La méconnaissance du contexte historique, alors que le contingent français se battait en Algérie – avec tous les drames que l'on sait – est une insulte à l'intelligence.

Quand ces erreurs sont commises au plus haut niveau de l'État par les représentants de la France, elles deviennent un crime contre la Nation.

Nicolas Sarkozy comme François Hollande travaillent au même projet : défaire l'identité de la France.

2. Sur ce point particulier relatif au contexte historique et politique, lire l'excellent article de Jean DANIEL, publié le 17 octobre 2011 (<http://tempsreel.nouvelobs.com/jean-daniel/20111017.OBS2637/souvenons-nous-du-17-octobre-par-jean-daniel.html>).

Ils annoncent ainsi le même plan concerté : la France doit disparaître selon les canons de la loi nouvelle continentale.

Les Clubs « Penser la France » sont profondément choqués et révoltés par la trahison de ceux qui sont censés incarner la Nation.

Le processus de destruction de la France est maintenant une évidence.

Dès lors, une seule voie s'ouvre à nous : celle de la Résistance.

« RAPPORT GALLOIS : La France au piège de l'EURO »

Le 10 novembre 2012

Mais où est donc passé M. Louis GALLOIS, industriel respecté de tous, criant à qui voulait l'entendre que l'« Euro cher » était le principal obstacle à la politique industrielle française et européenne ?

Mais où est donc passé ce cher Monsieur Gallois qui avouait, confus – il y a quatre ans à peine –, devoir produire hors zone Euro – c'est-à-dire en zone dollar – une partie des avions d'EADS Industrie pour rester compétitif au niveau mondial ?

Mais où est donc passé ce cher Monsieur GALLOIS ?

Ne reste plus qu'un haut fonctionnaire récitant-récitatif d'une doxa que tous les gouvernements successifs depuis dix ans nous donnent à entendre ! Ça suffit !

La France est bel et bien sous contrôle du système Euro, qui l'asphyxie inexorablement.

Faut-il alors accepter le piège ? Courir le cent mètres de la compétition industrielle mondiale, le boulet au pied ?

Dès la réélection d'Obama – mardi 6 novembre 2012 –, n'avons-nous pas vu l'industrie étasunienne se réjouir de l'heureuse nouvelle, la baisse du Dollar apprécié à l'Euro ? Au moment même où le sieur Gallois remettait son rapport complaisant. Tout un symbole !

Oui ! L'Industrie française est définitivement plombée.

Nos élites industrielles crient au suicide quand nos élites administratives appellent à resserrer la chaîne qui nous enserre. Pourquoi ce déni de réalité ?

Alors, certes – « innovation, montée en gamme, productivité à améliorer, partenariats à renforcer, synergies... » –, tout est dit de cette vertu faite de mots ! Mais à quoi bon un tel récitatif énarchien ?

Doit-on se contenter d'un simple signe aux industriels français ? Quelle imposture !

D'ailleurs, quand, comment et à la faveur de quelles expériences M. Gallois – l'industriel fuyant en zone Dollar – a-t-il été converti par M. Gallois – l'énarchien chevalier de l'ordre de l'Euro, serviteur de la loi de l'Empire ?

Cette contradiction faite de nombreux non-dits est le révélateur de notre époque. Triste époque.

Les Clubs « Penser la France » ne peuvent que dénoncer ce double langage érigé en vertu, en mode supérieur de gouvernement.

Pour sauver l'industrie française, il ne suffira pas d'innover, d'investir même à la faveur d'une dévaluation fiscale, nouvelle marotte d'une gauche soumise aux lois du marché.

Ce rapport Gallois est largement insuffisant – inopérant même – pour relancer l'emploi en France.

La vérité est que l'Euro plombe notre industrie comme notre compétitivité industrielle pour satisfaire tous nos concurrents en zone Dollar ! Pourquoi accepterions-nous ce piège ?

Il est alors aisé de comprendre que l'Europe va connaître des années difficiles, s'enfoncer dans la récession où chômage, baisse des revenus du travail vont plonger nos concitoyens dans des difficultés tragiques.

Pour les Clubs « Penser la France », cette politique est une impasse. Il faut donc changer de politique !

Il faut donner un nouveau tournant à l'Europe, à la France.

Il faut que la France retrouve les armes de sa propre compétitivité en disposant préalablement de son arme monétaire.

Il faut rétablir la souveraineté monétaire de la France, renouer des partenariats industriels et financiers sur des bases nouvelles, assainies.

Le rapport Gallois signe un double aveu : d'une part, il révèle que les gouvernants de Gauche sont tout autant prisonniers de la doxa libérale que les gouvernants de droite ; d'autre part, il annonce l'absence de perspectives économiques et financières sérieuses en Europe, et que nous allons plonger dans une récession historique.

Le piège politique – OTAN, UE, Euro – tendu à la France est donc mortel.

La seule réponse à ce piège est d'en sortir.

Pour les Clubs « Penser la France », il est nécessaire que la France retrouve sa pleine souveraineté économique, militaire et politique. D'urgence.

COMMUNIQUÉ N° 10

« Arrestation d'Aurore MARTIN, française et militante basque, remise aux autorités espagnoles : Honte à VALLS ! »

Novembre 2012

Les Clubs « Penser la France » sont profondément choqués par cette extradition, celle d'une Française, militante basque, remise aux autorités espagnoles qui l'ont aussitôt incarcérée !

Cette procédure pénale européenne exclusive jette la honte sur la République française !

Les Clubs « Penser la France » demandent la démission du ministre de l'Intérieur français.

Article joint :

« Une levée de boucliers en France »

www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/11/01/01016-20121101ARTFIG00496-la-militante-basque-francaise-aurore-martin-a-ete-arretee.php

« MARIAGE HOMOSEXUEL : Un non-sens ! »

Le 10 janvier 2013

« À mesure que diminue la liberté économique et politique, la liberté sexuelle a tendance à s'accroître en compensation. »

Aldous HUXLEY

Le projet de « Mariage pour tous » est un non-sens.

Si le sujet alimente d'utiles polémiques qui détournent l'opinion de l'essentiel, il faut constater que rien n'a été fait pour ouvrir un débat sérieux et argumenté, politique et démocratique.

Le mariage homosexuel est une promesse électorale. Il obéit à une logique de pressions et d'intérêts, celui d'un groupe minoritaire aux puissants relais financiers.

Après tout, si le sujet n'était d'importance, pourquoi pas ?

Mais ce projet soulève de très graves questions, qui n'ont jamais été sérieusement abordées. Pourquoi ?

Si toutes les religions s'opposent au mariage homosexuel, elles le font souvent – il faut le reconnaître – au nom d'arguments faibles : les Écritures et la tradition.

De leur côté, les mouvements favorables à ce mariage homosexuel – notamment les associations LGBT ou certaines obédiences maçonniques (le Grand Orient en tête) – affichent des argumentations d'une pauvreté affligeante : au nom de l'égalité des droits.

L'absence de débat cache des enjeux autrement plus sérieux qui touchent à de nombreux champs : juridique, politique, sociologique, anthropologique. Rien que cela.

Pourquoi accepter un projet aussi mal conçu, aussi peu réfléchi, alors qu'il porte en lui – potentiellement – un bouleversement de tout notre ordre social et politique ?

Le « Mariage pour tous » est de plus mal nommé.

Si ce projet tend à offrir un cadre institutionnel à une pratique sexuelle minoritaire afin de lui assurer une reconnaissance sociale et politique, il faut bien reconnaître que l'idée d'un « Mariage pour tous » se révèle comme « droit au mariage » pour d'autres formes de sexualité.

Si le débat est complexe, il est possible toutefois de constater que le rôle primordial de l'institution du Mariage est – et reste – celui de culturaliser le biologique, c'est-à-dire d'offrir une norme à la reproduction.

Classiquement formulé, la Culture s'empare de la Nature, qui la précède depuis toujours.

Or, avec le mariage homosexuel, nous assistons à un renversement de paradigme entre Culture et Nature. Les possibles conséquences sont immenses.

Pourquoi d'ailleurs, demain, ne pas accéder à tous projets de constructions biologiques que la technique aura rendus possibles ?

Il est également nécessaire de s'interroger sur le terrain de l'éthique : au nom de quoi va-t-on, demain, refuser de normaliser d'autres pratiques sexuelles minoritaires ?

S'il ne fait aucun doute que la liberté sexuelle doit être absolument garantie et seulement limitée par ces deux interdits rappelés par la loi – la majorité sexuelle et le consentement –, en revanche, toutes les sexualités ne méritent pas d'être institutionnalisées.

Faut-il encore s'interroger sur le rôle de l'institutionnalisation, le rôle de la norme, qui est de fixer la limite, la frontière... au nom de l'intérêt général.

Mais quel est donc l'intérêt général de l'institution « Mariage » ?

Cette institution revêt d'abord et avant tout un intérêt d'ordre anthropologique.

Du point de vue anthropologique, c'est-à-dire du seul point de vue qui favorise la pérennisation du groupe humain, deux critères s'imposent : la reproduction et la sécurisation.

Ainsi, et de ce seul point de vue, la mère est supérieure à la femme sans enfant ; les parents sont supérieurs aux couples infertiles ; la nation qui enfante supérieure à celle qui s'éteint.

Du seul point de vue anthropologique, l'homosexualité est inférieure à l'hétérosexualité car elle seule assure l'essentiel : la transmission de la vie.

Pardonnez ces tautologies qui sont simple constat d'évidence.

Ainsi, le mariage homosexuel apparaît pour ce qu'il est : un immense contresens.

Dans cet esprit, et pour l'ensemble de ces raisons, les Clubs « Penser la France » sont opposés au projet de « Mariage pour tous ».

Par ailleurs, les Clubs « Penser la France » militent et militeront partout où il sera nécessaire contre toutes discriminations visant les homosexuels. Mais tel n'est pas ici le débat.

COMMUNIQUÉ N° 12

Référendum ALSACE : « L'Alsace, c'est la France – Non à la création d'un Land alsacien ! Non au Reich euro-allemand ! »

Samedi 2 mars 2013

L'Alsace, c'est la France !

Les Clubs « Penser la France » appellent l'ensemble des Alsaciens à réaffirmer leur attachement à la France.

Le référendum du 7 avril prochain visant à instituer une euro-région Alsace dans le projet d'un ensemble euro-allemand est inadmissible.

Par l'Alsace, c'est la France, c'est l'unité de la Nation, c'est l'unité de la République que les élites libérales européennes visent.

Les Clubs « Penser la France » appellent tous les patriotes républicains alsaciens au sursaut en votant « NON » ou en boycottant ce référendum insultant pour tous.

Dans cet esprit, les Clubs « Penser la France » appellent à la mobilisation de tous partout où cela est possible, notamment au sein des « Brigades républicaines » initiées par nos camarades du MPEP dans les deux départements français du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

« Suicide au cœur de la chrétienté » (à propos de M. Dominique VENNER)

Mercredi 22 mai 2013

« Je ne plaide en faveur de rien, hormis le courage et la lucidité. »

Dominique Venner

L'écrivain nationaliste Dominique VENNER a décidé de mettre fin à ses jours dans des conditions particulièrement dramatiques.

En choisissant, pour cela, le cœur du christianisme français et européen, M. Dominique VENNER a volontairement donné un signal politique extrêmement fort.

Les divergences que nous pouvons exprimer avec une pensée – qui comporte à notre sens d'évidentes contradictions – ne doivent pas occulter l'essentiel.

De plus en plus d'hommes et de femmes souffrent aujourd'hui de voir la France s'abandonner et renier ainsi les héritages multiples et féconds qui sont au fondement de notre civilisation.

Une oligarchie vicieuse – française et européenne – travaille à imposer aux peuples des politiques scandaleuses qui préparent une mutation sans précédent de notre ordre politique, social et spirituel.

On organise ainsi le désarmement de l'Europe comme de la France, l'abandon de son esprit le plus précieux.

Beaucoup d'hommes, de droite comme de gauche, sont profondément heurtés par la fin imposée de notre ordre politique, culturel et spirituel.

Le triomphe insupportable des valeurs matérialistes jure ainsi avec des siècles d'humanisme européen.

En dépit des désaccords nets que nous pouvons entretenir avec les courants nationalistes – dont l'écrivain et le militant Dominique Venner a été l'un des représentants –, les Clubs « Penser la France » veulent partager totalement le souci exprimé par ces hommes qui croient encore en la France, dans le sursaut de la Nation.

Pour les Clubs « Penser la France », les fondements de ce sursaut sont à trouver dans la juste alliance entre ordre et générosité, justice et liberté, progrès et tradition.

Pour les Clubs « Penser la France », il est temps que les patriotes français de tous bords sachent trouver la force de l'unité autour des valeurs républicaines supérieures aujourd'hui foulées aux pieds.

C'est le sens du combat mené par les Clubs « Penser la France », qui vise à imposer une révolution hyper-républicaine portée par une nouvelle force politique de rassemblement – le nouveau CNR – alliant forces de la tradition et forces de progrès.

« Courage » et « lucidité » – valeurs proclamées par Dominique Venner – peuvent – et doivent pour nous – être déclinés au sein d'une nouvelle révolution républicaine.

Là est la seule voie d'avenir pour la France.

« Dissolution des mouvements d'extrême droite : Échec de la République, échec du gouvernement »

Mercredi 24 juillet 2013

La décision du gouvernement de procéder à la dissolution de plusieurs mouvements d'extrême droite est – contrairement aux apparences – un signe d'affaiblissement caractérisé de la République et du gouvernement.

Ces mouvements sont pour certains anciens : « L'Œuvre française » a été créée dans les années 60, les « Jeunesses nationalistes révolutionnaires » et « Troisième voie » dans les années 80.

Ces mouvements connaissent aujourd'hui une croissance évidente.

Comment s'en étonner ?

De nombreux jeunes français attachés à leur pays, à ses valeurs, à sa culture – lucides face à la déliquescence de la République et à la fin de la France – sont tentés de rejoindre ces mouvements nationalistes.

Il est alors paradoxal de voir un gouvernement « social-libéral et européiste » jouer avec cynisme le jeu du communautarisme quand cela l'arrange (minorités religieuses et ethniques lors des élections, confortées par la nomination de Harlem Désir ; « Mariage pour tous » en faveur d'une influente minorité sexuelle au risque de déstructurer les fondamentaux culturels de la France, etc.), mettre en œuvre des politiques de démantèlement et de délitement de la Nation (culturel, linguistique, territorial...), se saisir alors – et en toute mauvaise foi – des valeurs « républicaines » pour condamner ces mouvements sur le terrain de l'éthique et de la politique, mouvements nationalistes qui précisément sont attachés – certes à leur façon propre qui n'est pas la nôtre – à la France.

Comment ne pas voir ce que tout le monde constate ? Les gardiens du temple sont précisément ceux qui le détruisent.

Nous sommes donc entrés dans une configuration politique diabolique où nous pouvons craindre maintenant que seule parle la violence.

Depuis des décennies, les différents gouvernements français se sont employés à dissoudre le Contrat social français dans un maelström européen, et ce, en violation de l'esprit même de la Nation, qui exprima son net refus.

Quelle peut être la légitimité de ces gouvernements européistes pour protéger la République ? Défendre la France ? Sérieusement ? Aucune.

Ces différentes mesures de dissolution sont donc un leurre qui donne l'illusion – mais qui est dupe ? – qu'un gouvernement défend encore l'esprit républicain français alors qu'il n'y a plus de France, et qu'il n'y a plus de République.

Quel paradoxe de constater que – précisément – seul le renforcement et la réaffirmation de notre attachement à une triple réalité – la France, la Nation, la République – permettrait de lutter contre l'antisémitisme, contre le racisme et la xénophobie.

Tous les gouvernements successifs, depuis vingt ans, ont renoncé à cette voie. Comment – aujourd'hui – ne pas les accuser d'inconséquence ou de duperie ?

Pour les Clubs « Penser la France », la dissolution de ces mouvements est une réponse totalement inadaptée qui va forcément attiser les tensions. La politique ayant horreur du vide, quel sera le débouché offert à ces courants idéologiques en développement ?

Cette inquiétude se double d'un autre constat : un contexte de violence est en train de s'installer dans le pays, tant à l'encontre d'une jeunesse désœuvrée dans nos banlieues qu'à l'encontre des jeunes manifestants opposés au « Mariage pour tous ». Les uns et les autres ont été victimes de comportements policiers étonnement violents et disproportionnés.

Tout semble lié.

Se pose alors une question terrible : qui cherche à attiser les tensions générales dans notre pays ? À qui profite le crime ?

Dans ce contexte, les Clubs « Penser la France » appellent – plus que jamais – à l'émergence d'un grand mouvement républicain de résistance pour réaffirmer notre attachement indéfectible à la France, à la République, à la Nation.

Seule l'indépendance nationale de la France permettra de redonner son sens aux grandes valeurs humanistes françaises.

« Au Panthéon ? Joséphine BAKER ! »

16 décembre 2013

À l'heure où la République s'interroge sur de possibles candidatures à l'entrée au Panthéon, les Clubs « Penser la France » ont choisi de soutenir la candidature de Madame Joséphine BAKER.

Naturalisée française, elle rejoint la Résistance. Elle entre dans le contre-espionnage en 1939 et devient, plus tard, au péril de sa vie, l'agent de propagande du général de Gaulle.

Elle luttera plus tard contre le racisme, pour l'émancipation des Noirs, et soutiendra en particulier le « Civil Rights Movement » de Martin Luther King.

« Star internationale du music-hall, vedette incontestée du Casino de Paris et du théâtre des Champs-Élysées, Joséphine Baker fut la première artiste française noire, dans les années 30, à toucher le cœur des Français par ses chansons populaires, sa beauté et sa voix angélique. Lorsque la France est attaquée en 1940 par Adolf Hitler, la star quitte les paillettes pour entrer dans la résistance », rappelle Charles ONANA.

Véritable figure de l'engagement au féminin, elle honore la France.

Pour les Clubs « Penser la France », notre candidate, c'est Joséphine BAKER ! Sans l'ombre d'une hésitation !

Que n'y est-elle déjà ?

Données biographiques et sources :

« Joséphine Baker, née Freda Josephine McDonald le 3 juin 1906 à Saint-Louis (Missouri) et morte le 12 avril 1975 dans le 13^e arrondissement de Paris, est une chanteuse, danseuse et meneuse de revues. D'origine métissée afro-américaine et amérindienne des Appalaches, elle est souvent considérée comme la première star

noire. Elle prend la nationalité française en 1937 et, pendant la Seconde Guerre mondiale, joue un rôle important dans la résistance à l'occupant. Elle utilisera ensuite sa grande popularité dans la lutte contre le racisme, et pour l'émancipation des Noirs, en particulier en soutenant le Civil Rights Movement de Martin Luther King. »

« *Et si Joséphine Baker entrait au Panthéon ?* », par Régis DEBRAY.

Sources :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/12/16/josephine-baker-au-pantheon_4335358_3232.html

Et le livre exceptionnel de Charles ONANA : « *Joséphine Baker contre Hitler : La star noire de la France Libre* ».

« Ni Valls ni Dieudonné : La République, un point c'est tout ! »

Le 30 décembre 2013

Les propos et les gestes de l'humoriste Dieudonné sont-ils antisémites ?
Que la justice passe et que les juges sanctionnent !

Nul besoin ici des rodomontades d'un ministre qui peine à se mettre intellectuellement au niveau, dont le bilan sécuritaire n'est pas bon et – pis que tout – revendique un communautarisme certain.

En se proclamant « indéfectiblement lié à Israël »³, M. Valls s'est totalement disqualifié pour parler au nom de la République et blâmer ceux qui entendent critiquer cet État, sa politique honteuse dans les territoires occupés ; et ce, quand bien même ces critiques seraient outrancières, voire inacceptables.

Le ministre Valls – totalement décrédibilisé – ne peut plus intervenir dans ces affaires sans ridiculiser la République, sans affaiblir la France, porter un coup fatal au Contrat social français.

Les Clubs « Penser la France » demandent à Monsieur le Premier ministre d'intervenir – étant donné la faible crédibilité morale et intellectuelle attachée à la parole présidentielle – pour redonner au débat public toute la sérénité qu'il sied au débat en république.

3. Les propos exacts sont les suivants : « Par ma femme, je suis lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël » (Manuel Valls, *Radio judaïca*, Strasbourg, juin 2011), ce qui est pour le moins « maladroit » pour un ministre de la République. Ce sont bien sûr des propos catastrophiques.

Les Clubs « Penser la France » veulent également dire regretter les dérives d'un humoriste talentueux, qui commença par dénoncer avec courage les politiques israéliennes dans les territoires occupés et dans la bande de Gaza – combat que nous soutenons – pour finir, d'une part, par une mise en scène inacceptable de Robert Faurison et, d'autre part, par fustiger – en son entièreté – la communauté juive, ce qui est une abjection.

« Ni Valls ni Dieudonné ! »

Les Clubs « Penser la France » militent pour que revienne – de toute urgence – l'esprit républicain dans notre pays.

CHARLIE HEBDO : « La France sous contrôle OTAN-CIA n'est plus protégée, mais surexposée ! » »

Mercredi 7 janvier 2015 – 23 heures

L'attentat dramatique qui a frappé ce matin la rédaction du journal satirique Charlie Hebdo révulse tous les Français.

Nous pensons aux victimes – journalistes et policiers –, nous pensons à leurs amis, à leurs familles, auxquels nous adressons bien sûr toutes nos condoléances.

La liberté de la presse – dont le journal Charlie Hebdo a fait le plus grand usage par la satire et la caricature – est au cœur de la tradition française alors que notre monde a profondément changé.

Le réveil religieux qui accompagne l'émergence de mouvements radicaux concerne la quasi-totalité des religions.

Nos « démocraties » sont ainsi présentées comme menacées par des organisations venues de la « planète Mars » !

Or, nous le savons maintenant, l'ensemble des mouvements religieux radicaux de par le monde est manipulé et financé par un grand nombre des services occidentaux, dont certains des services français.

Les enquêtes et travaux d'investigations de journalistes sérieux et les témoignages recueillis auprès d'agents de nos services écœurés en disent long sur les accointances entre certains hauts responsables politiques du Parti socialiste comme de l'UMP avec ces mouvements⁴.

4. Voir les travaux de Jean-Loup IZAMBERT, Robert DULAS, Hubert MARTY-VRAYANCE, Charles ONANA, Pierre PÉAN...

Ainsi, depuis la fin des années 90, la France a décidé un alignement total sur les politiques de l'OTAN dessinées à Washington en renonçant à sa politique – héritée du général de Gaulle – d'équilibre entre Sud et Nord, Est et Ouest ; réalité ancienne qui – même différemment – persiste.

Le choix de l'alignement diplomatique sur Washington s'est accompagné d'un alignement militaire total sur les choix de l'OTAN en Libye, en Syrie, en Ukraine. Mieux, une partie de nos élites économiques et politiques a financé les mouvements terroristes, directement ou indirectement.

Pourquoi des agents français ont-ils armé et formé les futurs membres de l'État islamique et de DAECH en Syrie ? Pourquoi avoir fait silence quand des journalistes syriens – comme des centaines de familles innocentes – ont été sauvagement assassinés par ceux-là mêmes que la France avait formés et armés ?

Pourquoi l'intervention française en Libye a-t-elle largement outrepassé les limites du mandat international fixé ? Pourquoi la France a ainsi provoqué l'assassinat de centaines de victimes civiles arabes libyennes innocentes, dans le silence ahurissant des plus grands médias parisiens ?⁵

Pourquoi ce « deux poids, deux mesures » ?

Est-ce que les populations arabes sont – à ce point – indignes de vivre ?

La France a enchaîné erreur sur erreur, incompréhensions sur confusions, minant tous les pans d'une politique étrangère – héritée du général de Gaulle – qui avait son panache. Elle n'en a plus aucun.

Aujourd'hui, la France est entièrement soumise à des choix qui ne lui appartiennent plus.

5. Voir la pétition internationale lancée par les Clubs « Penser la France » – « Nicolas SARKOZY devant la Cour Pénale Internationale (CPI) ».

Cette politique de soumission expose la France, car la France sous contrôle OTAN-CIA fait de la France un pays en grand danger, mal protégé, exposé.

Dans un tel contexte, l'hypocrisie ahurissante qui transpire de la communion politico-médiatique de ce mercredi soir est une insulte pour les Français qui sont morts dans la rédaction d'un journal satirique, amusant, plein d'énergie, que nous pouvions apprécier, même avec ses excès.

Il va falloir que les Français ouvrent les yeux sur la réalité des élites qui les gouvernent et les conditions faites à la France et aux Français.

Nous sommes en train de vivre à marche forcée la fin du modèle républicain français. Tout nous prépare à la communautarisation de notre société. D'abord et avant tout par la haine qui se lève – organisée avec insistance – contre les populations arabes.

Mais qui donc a intérêt à cette haine anti-arabe ?

Il faut que les Français – de toutes origines et de toutes confessions – se lèvent pour éviter à la France le piège communautariste infernal tendu.

C'est en ce sens que les Clubs « Penser la France » travailleront à rassembler l'ensemble des Français de toutes origines et de toutes confessions autour des valeurs républicaines dans l'esprit retrouvé d'un nouveau Conseil National de la Résistance (Nouveau CNR).

Car nous le savons : seule la République véritable pourra sauver l'idéal Français auquel nous sommes tant attachés !

Aujourd'hui, la République est grandement menacée...

La France sous contrôle OTAN-CIA est une France en très grand danger.

COMMUNIQUÉ N° 18

« La France sous OTAN-CIA est une Nation menacée. Nous ne participerons pas à la Manifestation du dimanche 11 janvier 2015 »

– Refus du slogan « Je suis Charlie » –

Samedi 10 janvier 2015 – 14 h 30

Les Clubs « Penser la France » ne participeront pas à la manifestation du dimanche 11 janvier 2015.

Nous refusons de manifester aux côtés des « Sarkozy-Guéant-Hollande-Fabius-Bernard-Henri Lévy » et de cautionner ainsi une politique que nous dénonçons depuis dix ans.

La vague d'attentats que la France vient de connaître – sur ordre de réseaux internationaux – est en effet directement liée à la politique étrangère française depuis une décennie. La première des cibles – le journal Charlie-Hebdo – n'en est qu'un des symboles exacerbés.

En rejoignant le commandement intégré de l'OTAN, la France sous SARKOZY a commis le plus grave des crimes contre la France.⁶

L'OTAN est une organisation militaire en guerre, en conquête, aux ordres de Londres et de Washington, dont les intérêts ne sont pas ceux de la France.

Mieux, en intervenant sous OTAN, en LIBYE comme en SYRIE, la France a non seulement commis des crimes inadmissibles contre des

6. Cf. « *L'OTAN au vent mauvais* », Jean-Luc Pujo, LE SARKOPHAGE, novembre 2007. L'article dénonce la réintégration de l'OTAN par la France de Sarkozy. www.politique-actu.com/debat/otan-de-gaulle/24/

populations civiles, mais apporté son concours à un ensemble de mouvements terroristes islamistes : soutien au CNT à Benghazi (LIBYE) et soutien à l'Armée Libre de Syrie, qui accoucha – directement et indirectement – de DAESH et de l'État islamique.

Cette collusion est hautement criminelle⁷. Nous la condamnons⁸.

Les travaux sérieux de plusieurs journalistes d'investigation comme les témoignages recueillis auprès d'agents de nos services écœurés, doivent nous éclairer⁹.

La politique de « Sarkozy-Guéant-Hollande-Fabius-Bernard-Henri Lévy » entraîne la France dans une aventure qui n'est pas la sienne et que les Français vont chèrement payer.

Dans le même esprit, comment ne pas être révolté par la pénétration des fonds Qataris en France (entreprises sportives, médias, grande

7. « Hollande et Fabius vont-ils être mis en examen pour liens avec une organisation terroriste ? »,

fr.awdnews.com/politique/5494-hollande-et-fabius-vont-ils-etre-mis-en-examen-pour-liens-avec-une-organisation-terroriste.html

8. Cf. la pétition internationale lancée par les Clubs « Penser la France » : « Nicolas SARKOZY devant la Cour Pénale Internationale (CPI) ».

9. « Comment le Djihad est arrivé en Europe », par Jürgen Elsässer. Préface de Jean-Pierre Chevènement – *Collusion des services anglais, américains, français et allemands avec les mouvements terroristes. Pourquoi ? Quel est le rôle du Mossad israélien ?*,

www.politique-actu.com/actualite/comment-djihad-arrive-europe-juergen-elsaesser/517386/.

Cf. également l'enquête époustouflante de Jean-Loup Izambert, « Crimes sans châtement », dénonçant les collusions entre les réseaux islamistes et certains hauts responsables politiques français du Parti socialiste et de l'UMP (www.politique-actu.com/actualite/crimes-sans-chatiment-jean-loup-izambert/660156/).

Enfin, cf. le témoignage des anciens des services français rapportés notamment par Robert DULAS en LIBYE : « Mort pour la Françafrique » de Robert Dulas, Marina Ladous, Jean-Philippe Leclaire, novembre 2014

(www.politique-actu.com/actualite/cafe-samedi-mars-2015-france-libye-dessous-scandale-etat-francafrique/1202311/)

distribution, banques et assurances...)¹⁰, alors que le Qatar finance par ailleurs le terrorisme islamiste partout dans le Monde ?¹¹

Qui va expliquer aux Français que les bénéficiaires actuels ou futurs tirés de l'exploitation du « Paris Saint-Germain » ou du grand commerce « Le Printemps Haussmann » ont servi... à financer l'achat des Kalachnikovs des frères Kouachi ? Et que certains des plus hauts responsables politiques et décideurs économiques français bénéficient – actuellement et très directement – de ces fonds mirifiques ?

L'immense hypocrisie du modèle « Sarkozy-Guéant-Hollande-Fabius-Bernard-Henri Lévy » doit être dénoncée.

La manipulation des Français – profondément choqués par les attentats – ne doit pas, ne peut pas, tenir lieu de politique.

Pour cela, nous devons dénoncer l'abandon de notre politique étrangère indépendante.

Nous devons militer pour une politique française libérée de la tutelle de l'OTAN et de la CIA¹².

10. « *Quels sont les investissements du Qatar en France ?* », www.ouest-france.fr/quels-sont-les-investissements-du-qatar-en-france-1622944 et « *Investissements étrangers en France : pourquoi “la boulimie” du Qatar ?* », www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-99852-investissements-etrange-en-france-pourquoi-la-boulimie-du-qatar-1011596.php/

11. Cf. les enquêtes précises « *Le Qatar : un micro-État aux ambitions planétaires* », Denis Bauchard, IFRI,

www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=PE_133_0190 ;

« *Le Qatar terroriste ?* », cf. les travaux d'Alain RODIER du Centre français de recherche et de renseignement (CF2R),

www.cf2r.org/fr/biographie-alain-rodier.php ;

« *Le Qatar joue-t-il double jeu entre Occidentaux et jihadistes ?* », par Olivier Da Lage (journaliste à RFI et chercheur associé à l'institut MEDEA),

www.grotius.fr/le-qatar-joue-t-il-double-jeu-entre-occidentaux-et-jihadistes

12. « *La CIA recrute dans les banlieues françaises : la suite grâce à WIKILEAK !* »,

www.politique-actu.com/osons/la-recrute-dans-banlieues-francaises-suite-grace-wikileaks/213529/

Tel est le combat des Clubs « Penser la France » au sein du Nouveau Conseil National de la Résistance (Nouveau CNR) réunissant communistes et gaullistes.

Dans l'immense bouillie intellectuelle livrée à une opinion publique bousculée par l'émotion, le sort réservé au parti d'extrême droite – le Front National, parti anti-républicain et xénophobe – pourrait faire sourire. Mais cette mise en scène ne saurait permettre de cautionner une grande messe politico-médiatique d'une puanteur nauséabonde.

Pour l'ensemble de ces raisons, les Clubs « Penser la France » ne participeront pas à la manifestation du dimanche 11 janvier 2015.

Notre dernière pensée ira aux Français victimes de ces lâches attentats.

Nous redisons toute notre compassion aux amis et aux familles des victimes, quelles que soient leurs origines et leurs confessions.

Il faut d'urgence que la France recouvre sa pleine souveraineté diplomatique et militaire.

Sous OTAN-CIA, la France est en grand danger.

Les Français doivent se réveiller, refaire Nation, refaire République.

Telle est l'ambition des Clubs « Penser la France » au sein du Nouveau Conseil National de la Résistance (Nouveau CNR).

Lire le premier communiqué des Clubs « Penser la France » en réaction à l'attentat contre le journal Charlie Hedbo : « CHARLIE HEBDO : “La France sous contrôle OTAN-CIA n'est plus protégée, mais surexposée !” », « Penser La France », mercredi 7 janvier 2015.

BÉZIERS : « Le 19 mars 1962 et M. Hélié de SAINT MARC »

Le 16 mars 2015

En instrumentalisant la figure élevée du résistant Hélié de Saint Marc, le maire de Béziers a sali sa mémoire et rabaisé la noblesse de son engagement.

Résistant français qui connut la Gestapo et Buchenwald, M. Hélié de Saint Marc a été un grand patriote, engagé au service de la France en Indochine, à Suez et en Algérie.

Comme beaucoup de militaires de sa génération, il a vécu l'abandon de l'Algérie et la trahison faite aux populations comme un déchirement intime. On peut comprendre ces hommes.

La rencontre avec le général Challe et l'immense drame algérien le conduisirent à accompagner, le 21 avril 1961 à 13 h 30, l'élan d'un groupe de militaires fidèles à l'Algérie française.

Ce choix complexe appartient à ces hommes dont certains incarnaient une Idée élevée de la France.

La mémoire de ces hommes au destin tragique mérite beaucoup plus que l'actuelle polémique irréaliste, animée par un élu local polémiste et ridicule.

Nous avons déjà tout dit de la date du 19 mars 1962.¹³ Elle ne permet pas à elle seule de rendre compte de la réalité de la fin de la guerre d'Algérie.

13. « GUERRE D'ALGÉRIE : pour une réconciliation franco-française », Jean-Luc PUJO, président des Clubs « Penser la France », mars 2010.

Mais rien ne pourra être fait sans rechercher une vérité partagée en liaison étroite avec tous ceux qui restent attachés à cette date, notamment les membres de la puissante FNACA.

Le drame de la guerre d'Algérie mérite mieux qu'une instrumentalisation nauséabonde.

En effaçant la rue du 19 mars 1962 pour la remplacer par celle du Commandant Hélie de Saint Marc, le maire de Béziers a cherché – une nouvelle fois – la défiance et la polémique.

Cette décision démagogique est insupportable.

Elle déshonore le Commandant Hélie de Saint Marc, lui qui s'engagea au service de la France dans le seul souci du service au pays, et non de la recherche d'une gloire éphémère.

Par ce geste médiocre, le maire de Béziers insulte la mémoire des uns et des autres.

Les Clubs « Penser la France » dénoncent cette instrumentalisation qui salit tous les acteurs de la guerre d'Algérie et insulte la mémoire de tous nos morts.

Départementales 2015 : « Défaite annoncée de la France ! »

– Quand les partis PS, UMP et FN trahissent la République –

Lundi 16 mars 2015

Dimanche 22 et 29 mars 2015, les Français sont appelés à voter pour élire les nouveaux conseillers siégeant dans les nouveaux conseils départementaux.

Le vote de la récente loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, la mal nommée « loi NOTRe » – adoptée le 10 mars 2015 –, s’inscrit dans la continuité des lois de décentralisation II et III. Elle vise à démanteler l’organisation politique territoriale de la France héritée de la Révolution.

Si le projet initial annonçait la suppression pure et simple du département et la refonte générale de la carte des régions, ce projet – revu à la baisse – n’en conserve pas moins son esprit.

Tout est fait pour imposer une nouvelle structuration tant institutionnelle (intercommunalité de taille plus importante) que matérielle (compétences redistribuées).

Ce projet est le nouveau point de départ d’une nouvelle dynamique territoriale imposée par le schéma européiste de Bruxelles.

Métropoles, régions et intercommunalités concentrent l’ensemble des pouvoirs au détriment de la commune, cœur de la démocratie, du Département et de l’État.

La France – sa structuration héritée de la Révolution comme de près de mille ans de monarchie capétienne – est en passe de succomber.

Nous vivons l’asphyxie de la France.

Nous assistons en direct à la mort de notre Nation.

Pour l'ensemble de ces raisons, les Clubs « Penser La France » condamnent totalement ce projet d'organisation territoriale qui prépare la fin de l'État, la fin de la France.

De plus, ce projet illustre – une nouvelle fois – le processus anti-démocratique porté par les européistes : la collectivité unique de Corse est imposée aux Corses eux-mêmes qui avaient rejeté ce projet par référendum le 28 mars 2003. Un comble !

Face à cette nouvelle trahison de la France et de la République, les Clubs « Penser la France » appellent l'ensemble des Français au sursaut.

L'abstention ou le vote blanc s'imposent quand l'ensemble des partis politiques PS-UMP-FN s'organisent pour se répartir les places au détriment de la France et des Français, de l'avenir de notre Nation.

Les Clubs « Penser la France » appellent les Français à rejoindre leur Combat au sein du Nouveau Conseil National de la Résistance (Nouveau CNR) pour porter une nouvelle et réelle espérance française.

Vive la République !

Vive la France !

COMMUNIQUÉ N° 21

LOI RENSEIGNEMENT : « Un coup d'État silencieux ? »

Lundi 13 avril 2015

Le projet de loi « renseignement » suscite de très vives inquiétudes – justifiées – pour l'exercice des libertés en France.

Le contrôle de la liberté d'expression a déjà conduit Manuel VALLS à un contournement de l'esprit des lois encadrant les libertés en France.

Ce nouveau forçage – véritable récidive – doit alerter les Français.

Il n'est pas possible d'accroître la surveillance de nos concitoyens sans la moindre garantie judiciaire.

Ce projet de loi – et quel que soit l'objectif d'ordre public et de sécurité recherché – ne peut s'affranchir de cette garantie essentielle.

Les Clubs « Penser la France » demandent solennellement au Parlement de garantir le rôle du juge judiciaire dans cette procédure de surveillance généralisée.

Seul le juge judiciaire peut nous garantir des excès de certaines politiques dans les mains d'apprentis sorciers visiblement dépassés par les enjeux de sécurité.

Dossier Technique

– Projet de loi Renseignement : AMNESTY INTERNATIONAL dénonce

www.amnesty.fr/CP-Projet-de-loi-Renseignement-14620

– Projet de loi Renseignement : Pas adapté aux Libertés publiques – J. M DELARUE (Commission nationale de contrôle des

interceptions de sécurité),

www.aef.info/depeche/libre/498047

– Projet de loi Renseignement : La Liberté d’être surveillé et de ne plus manifester (CGT Police),

www.cgtparis.fr/IMG/pdf/loi_valls_renseignement_mars_2015.pdf

– Projet de loi Renseignement : Tous surveillés (Ligue des Droits de l’Homme),

www.ldh-france.org/loi-renseignement-surveilles/

– Projet de loi Renseignement : Non au Patrioet Act à la Française (Ordre des Avocats),

www.avocatparis.org/actualites-2014/2745-l-ordre-des-avocats-de-paris-s-inquiete-du-recul-non-controle-des-libertes-publiques-dans-le-projet-de-loi-contre-le-terrorisme.html

« Vincent LAMBERT est un homme qui vit ! »

Mercredi 10 juin 2015

L'affaire Vincent LAMBERT, éminemment complexe, devient aujourd'hui le symbole d'une interrogation sur les fondements mêmes de notre identité, du rapport à la vie et à la mort que nous souhaitons entretenir, sur les critères qui doivent s'imposer à nous face à des choix éthiques d'importance.

Nous notons deux éléments – de nature différente – qui nous semblent essentiels :

a) D'une part, les évêques de Reims, dans leur communiqué du 8 juin, rappellent avec justesse que :

– M. Vincent LAMBERT est une « personne polyhandicapée en état de conscience minimale » ;

– « M. Vincent LAMBERT n'est, strictement parlant, ni malade, ni en fin de vie ».

b) D'autre part, la lecture de l'arrêt du Conseil d'État du 14 février 2014¹⁴ réserve une surprise.

Ainsi, dans un 14^e « Considérant », nous apprenons que le Centre hospitalier de Liège – Coma science Group – qui a été chargé d'examiner M. Vincent Lambert pour un bilan diagnostique et thérapeutique a conclu que :

« M. Lambert était dans un état de “conscience minimale plus”, avec une perception de la douleur et des émotions préservées, notant que l'essai de

14. CE, ass., 14 février 2014, Mme LAMBERT et autres n° 375081, 375090, 375091.

contrôle volontaire de la respiration mettait en évidence une réponse à la commande et recommandant d'envisager la mise en place d'un code de communication avec le patient ».

Le Conseil d'État constate dans la foulée que l'équipe du Centre hospitalier universitaire de Reims n'a cependant pas réussi à « mettre en place un code de communication ».

Dès lors, à la vue de l'ensemble de ces éléments, une conclusion s'impose d'évidence :

M. Vincent LAMBERT est en vie. Il n'est « ni malade, ni en fin de vie ».

M. Vincent LAMBERT est en mesure de communiquer.

L'incapacité des soignants de Reims à établir jusqu'alors ce lien de communication ne peut – à elle seule – justifier une procédure d'euthanasie.

Vincent LAMBERT est un homme qui vit.

Sa situation de détresse ne peut être un prétexte.

Bien au contraire, sa situation appelle protection.

TAXIS : « Soutien total aux artisans taxis »

Jeudi 25 juin 2015

La colère des artisans taxis contre « Uber, Heetch, Djump, etc. » est non seulement compréhensible, mais fondée.

Alors qu'avait été pris l'engagement de renforcer les contrôles contre UberPOP et les VTC, le gouvernement de Manuel Valls est apparu impuissant face à certaines sociétés qui ont continué à commercialiser et diffuser des applications illégales de promotion de travail clandestin.

C'est l'inefficacité du gouvernement qui explique la colère des artisans taxis. On les comprend, alors que dans le même temps, un ancien conseiller du ministre des Transports rejoint la Communication d'Uber.

Dans ce contexte, les insultes honteuses envers les forces de l'ordre de la star Courtney Love comme le communiqué du pauvre ex-sous-secrétaire d'État Yves Jego en soutien à Uber, ne sont pas anodins.

Ils révèlent l'état d'esprit et les enjeux liés à une libéralisation à marche forcée d'un secteur économique en tension comme une volonté, celle de voir réussir la dérégulation de notre économie. Les taxis ne sont ici qu'un exemple.

Ainsi, il est possible de constater que la multinationale Uber, déjà implantée sur les VTC, a développé un service nouveau tendant à contourner la réglementation pour exercer une concurrence déloyale envers les artisans taxis, soumis non seulement à une réglementation lourde, mais également à un *numerus clausus* comme à l'achat d'une licence au prix élevé.

Pour l'ensemble de ces raisons, les Clubs « Penser la France » apportent leur soutien total à l'Intersyndicale des Artisans Taxis, CFDT, CGT,

FFTP, FNAT, FNDD, FNFI, FO, GESCOP, SUD, UNIT et UNT et demandent au gouvernement VALLS de l'action. Enfin, de l'action.

Pour aller plus loin :

- Appel à la grève de l'Intersyndicale sur le site de la FNDD, www.fndd.fr/Actu/data/upimages/201506_AppelGreve.pdf
- « Les artisans taxis lancent un nouvel ultimatum au gouvernement » sur le site professionnel « Mobilicites », www.mobilicites.com/011-3886-Les-artisans-taxis-lancent-un-nouvel-ultimatum-au-gouvernement.html

COMMUNIQUÉ N° 24

Régionales 2015 : « L'extrême droite, c'est l'anti-République ! »

Mercredi 9 décembre 2015

Le 1^{er} tour des élections régionales nous a offert un constat sans appel : celui d'une faillite magistrale de la République !

Cette faillite est le résultat d'une politique irresponsable menée conjointement par l'ensemble des partis de gouvernement, prioritairement le Parti socialiste et l'UMP-Les Républicains.

En s'abstenant massivement, les Français ont fait montre d'une maturité politique exceptionnelle.

Avec 50 % d'abstention, les Français ont voulu dire qu'aucun parti de gouvernement ne méritait leur confiance plusieurs fois trahie.

Pas plus les Français n'ont massivement voté pour l'extrême droite, qui réunit à peine 15 % des inscrits.

Il n'y a donc en France aucun élan fasciste ou néofasciste. Il y a simplement un immense écœurement dont l'extrême droite peut profiter localement.

Comment ne pas partager le sentiment des Français ?

Au lendemain de ces pauvres élections régionales, il faudra s'atteler à la grande œuvre politique dont la France a besoin : une immense œuvre de refondation républicaine.

Les Clubs « Penser la France » prendront toute leur part à ce travail autour de plusieurs initiatives de refondation, sur la base d'un large rassemblement.

L'essentiel sera de réaffirmer notre attachement aux valeurs de progrès et de tradition qui ont déjà, dans notre histoire, assuré à la France un possible sursaut historique.

Ce fut le cas notamment au sein du Conseil National de la Résistance (CNR).

Nous devons retrouver l'esprit de ce combat qui allie le patriotisme avec les valeurs les plus élevées du génie français.

Dimanche 13 décembre 2015, le 2^e tour des élections régionales offrira un choix dramatique entre des partis de gouvernement qui ont tous trahi les Français, et l'extrême droite, qui dénaturera l'âme de la France et souillera irrémédiablement notre République.

Comme la plupart des Français, les Clubs « Penser la France » déplorent cette situation.

Cependant – partout où cela sera nécessaire –, nous appelons les Français à s'opposer à l'extrême droite.

Les Clubs « Penser la France » appellent à voter :

- en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, pour Xavier Bertrand contre l'extrême droite ;
- en Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour Christian Estrosi contre l'extrême droite ;
- en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, pour Philippe Richert contre l'extrême droite ;
- en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, pour Carole Delga contre l'extrême droite.
- en Bourgogne-Franche-Comté, pour Marie-Guite Dufay contre l'extrême droite.

Quel que soit le résultat, dimanche 13 décembre 2015, la République sortira affaiblie et profondément meurtrie par la trahison des uns et des autres.

Demain sera un autre jour.

Dès le lundi 14 décembre 2015, nous devons nous atteler avec force à l'œuvre de refondation républicaine dont la France a grandement besoin.

Terrorisme – « Déchéance de nationalité : juste sanction d'une trahison »

Mercredi 23 décembre 2015

L'appartenance à une Nation implique des devoirs qui témoignent de l'adhésion à un projet collectif, à des valeurs communes.

Les actes terroristes particulièrement odieux qui ont été perpétrés en France en 2015 illustrent la désappartenance de certains individus à la communauté nationale, leur haine pour notre projet collectif, nos valeurs en partage.

En s'excluant de la manière la plus évidente de la Communauté nationale, ces individus ont entendu proclamer n'attacher aucune importance et n'avoir aucun respect pour la France, pour nos valeurs.

Le lien qui les unit artificiellement à la Communauté nationale doit donc être juridiquement rompu.

La déchéance de nationalité est dès lors totalement justifiée.

Cette déchéance de nationalité impose cependant plusieurs critères cumulatifs :

- 1) l'existence d'une double nationalité, qui place ces individus à l'abri du risque d'apatridie, la France respectant ainsi ses engagements internationaux, ceux particuliers découlant de la convention de New York et relatifs à l'apatridie¹⁵ ;

15. La Convention de 1954 relative au statut des apatrides et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie constituent des instruments juridiques essentiels pour la protection des apatrides dans le monde et pour la prévention et la réduction des cas d'apatridie.

2) la commission d'actes particulièrement graves définis par l'article 25 §1 du Code civil, comme « acte qualifié de crime ou délit constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou (...) crime ou (...) délit constituant un acte de terrorisme... ».

Le mode d'acquisition ou d'attribution de la nationalité française ne saurait ici être opposé à une procédure de déchéance. Cet objet est sans valeur juridique.

L'appartenance à la Nation ne se discute pas en fonction du mode d'acquisition, pas plus la responsabilité qui en découle¹⁶.

Pour les Clubs « Penser la France », la déchéance de nationalité est la juste sanction d'une véritable trahison.

Pour l'ensemble de ces raisons, les Clubs « Penser la France » soutiennent totalement le projet de réforme de la Constitution qui inscrira dans notre loi fondamentale la possibilité de déchéance de nationalité française pour les auteurs d'actes de terrorisme, quel qu'ait été le mode d'acquisition de la nationalité française.

16. Décision Conseil Constitutionnel n° 2014-439 QPC du 23 janvier 2015 – M. Ahmed S. [Déchéance de nationalité].
Déchéance de nationalité, Conseil d'État, novembre 2015,
<http://www.conseil-etat.fr/Actualites/Communiqués/Decheance-de-nationalite2>

COMMUNIQUÉ N° 26

CORSE : « L'Inacceptable ! »

Le 26 décembre 2015

Attaquer un lieu de culte, c'est insulter l'histoire même de nos civilisations.

La destruction d'un lieu de culte musulman est inadmissible, contraire même aux valeurs qui fondent la culture corse, toujours fortement attachée à la culture républicaine.

Depuis des décennies, tout est fait pour disqualifier la République.

Des gouvernements se succèdent qui trahissent tous – année après année – l'Idéal républicain.

Les attaques scandaleuses de pompiers, de médecins et de membres des forces de l'ordre intervenant dans certains quartiers abandonnés par la République ne peuvent que nous révolter.

La mobilisation de populations et de citoyens est, de ce point de vue, une réaction très saine. Elle est de très bon augure pour l'œuvre de refondation républicaine que nous devons mener.

C'est l'État qui doit être mis aux bancs des accusés. L'État et ses préfets rendus incompétents par des gouvernements qui organisent sciemment cette incurie.

Ainsi, la fin du modèle républicain français dictée par Bruxelles conjugue d'une part la collaboration de gouvernements corrompus, d'autre part, l'action de mouvements ethno-régionalistes qui s'érigent comme seul rempart face aux désordres grandissants.

Il s'agit là d'une planification organisée particulièrement vicieuse de démantèlement de la République.

Les Clubs « Penser la France » veulent ici réaffirmer leur attachement au contrat républicain français.

Nous devons travailler d'urgence à la réaffirmation de ces fondamentaux, à travers une véritable révolution hyper-républicaine.

Il faut remettre la République partout, y compris en Corse, avec les Corses, nombreux attachés aux valeurs du modèle républicain.

C'est la seule alternative dont la France a besoin d'urgence.

« Ni croix, ni kippa, ni hijab : pour une République vraie ! »

Mercredi 13 janvier 2016

Depuis près de vingt ans, les Clubs « Penser la France » s'opposent au port de tous signes religieux dans l'espace public.

Nous persistons à penser que ce différentielisme alimente le communautarisme contre l'absolu républicain dont l'objectif se résume d'un mot : faire Nation !

La tradition républicaine française – dont l'esprit laïc est au fondement même – distingue sphère privée et sphère publique.

La tradition française – romaine – n'est pas la tradition anglo-saxonne.

Si toute identité religieuse doit être respectée et garantie dans le cadre privé, aucune ne doit être tolérée dans l'espace public.

Il est dramatique de constater que l'ensemble des responsables politiques, la plupart des militants de la libre pensée – focalisés sur le seul Vatican – comme l'ensemble des obédiences maçonniques ont mené depuis quarante ans une politique de démission et de soumission au nom d'une tolérance mal comprise.

Ces renoncements successifs ont permis aux différences de s'exacerber et d'alimenter la violence qui croît aujourd'hui partout et menace gravement le pacte social-républicain français.

Le retour à une véritable orthodoxie républicaine impose des choix douloureux, de la fermeté et une politique drastique. Il y aura des

grincements de dents, des pleurs – certes –, mais c'est la seule voie pour aujourd'hui rétablir une paix civile gravement menacée.

Les évènements dramatiques de 2015, et ceux, inévitables, des prochains mois, vont d'ailleurs montrer que nous sommes en train d'en finir avec le contrat social-républicain français.

Comment – républicains authentiques – ne pas réagir ?

Dans un tel contexte, les Clubs « Penser la France » militent ardemment pour une véritable Révolution hyper-républicaine.

Nous prônons le retour – d'urgence – à la République vraie.

En matière religieuse, la première des mesures hyper-républicaines visant l'espace public s'impose comme une évidence...

La République nouvelle proclamera que, dans l'espace public, on ne tolérera... « ni croix, ni kippa, ni hijab » !

Terrorisme – « État d’urgence, État républicain »

Lundi 15 février 2016

Les attentats horribles de novembre 2015 à Paris n’excusent pas tout, et la critique de l’état d’urgence doit trouver sa place face à un arsenal juridique et policier exceptionnel.

La défiance envers toute mesure de police est une des signatures identitaires d’une partie de la Gauche. Son aspect mécanique – parfois insupportable – ne doit pas faire oublier que cet élan trouve sa justification dans une histoire démocratique et républicaine parfois agitée.

Heureusement que cette Gauche-là – attentive, et même parfois sur-attentive sur ce sujet – a exercé un rôle de vigie plusieurs fois utile dans l’histoire de la République.

L’état d’urgence actuel, que le gouvernement impose à la Nation, et sa prolongation sont-ils justifiés ?

Plusieurs éléments rendus publics nous permettent aujourd’hui de dresser « bilan et perspectives ».

Pour les Clubs « Penser la France », l’état d’urgence actuel souffre quelques critiques, mais le bilan s’avère positif et illustre une étonnante maturité démocratique et républicaine.

L’étude de la centaine de décisions juridictionnelles (TA, CAA et Conseil d’État), les travaux de la Commission des lois de l’Assemblée nationale, puis les réactions tant du monde judiciaire que des plus hauts

magistrats de l'ordre administratif, permettent de dresser un bilan plutôt équilibré.

Un bilan chiffré

Fin janvier, la Commission des lois relevait plus de 3 000 perquisitions administratives de jour et de nuit avec moins de 12 % d'interpellations, soit 388 unités.

Seules 388 se sont traduites par des gardes à vue. 559 armes ont été découvertes et 513 infractions constatées.

La Commission a dénombré 392 assignations à résidence, 4 fermetures de salles de spectacles, débits de boissons et lieux de réunion.

Seule une poignée a donné lieu à des procédures anti-terroristes.

Un bilan juridictionnel étonnant

L'étude de plus d'une centaine de décisions des juridictions administratives permet de dresser un premier bilan.

- Le contrôle du juge administratif s'avère correct. Quelques annulations en témoignent.
- Des excès sont sanctionnés : les excès de quelques préfets comme certaines mesures policières (menottages et violences inutiles, contraintes excessives des obligations imposées aux personnes assignées, procédures irrégulières...), minoritaires, sont à déplorer.

Certaines mesures restent inadaptées

Certaines décisions restent cependant inadaptées.

Ce fut le cas notamment pour les mesures visant les militants écologistes – certes identifiés pour leurs violences matérielles passées, notamment lors de rassemblements écologistes à Turin –, mais rien ne justifiait vraiment les mesures d'assignations à résidence drastiques durant la COP 21.

Le rôle du Conseil d'État – juge de Cassation – comme des juges des référés, notamment au TA de Rennes, est regrettable.

En cela, les critiques émises par le bâtonnier de Paris – Frédéric Sicard – et l'Union des jeunes avocats de Paris, sont totalement recevables.

Si les Clubs « Penser la France » ont soutenu la prise de décision concernant l'état d'urgence, ils ont accompagné ce soutien d'une demande adressée au Président de la République : « que soient associés à la mise en œuvre de cette politique et le parquet général et la chancellerie ! ». Nous pouvons regretter de n'avoir pas été entendus.

Cependant, le bilan de l'état d'urgence reste positif.

L'ensemble des décisions de justice examinées – plus d'une centaine – permet de dresser un constat étonnant : celui du travail exceptionnel des services de renseignement français.

La qualité des renseignements portés à la connaissance des juges – qui ont contrôlé leur justesse – a pu étonner par sa précision.

Le travail accompli par les services de police présente un bilan extrêmement favorable.

Ce travail exceptionnel a permis d'inverser le rapport de force psychologique entre les services de l'État et les milieux islamistes, ne soupçonnant pas le niveau de surveillance et la qualité du renseignement.

Nous sommes bel et bien en guerre, et pas seulement contre les réseaux islamistes.

Il faut cependant, c'est une nécessité – et nous le redisons –, associer au maximum le monde judiciaire à cette politique.

Les Clubs « Penser la France » sont ainsi favorables à ce que la « présence de l'avocat, le secret professionnel et le droit à la défense »

soient érigés en principe constitutionnel, pour reprendre la proposition de Pascal Eydoux, président du Conseil national des barreaux.

Dans le même esprit, les propos de Jean-Marc Sauvé – vice-président du Conseil d’État – soulignant qu’« une mesure de privation de liberté prise dans le cadre de l’état d’urgence n’a pas à relever du contrôle du juge administratif » semblent frappés au coin du bon sens.

Il reste que l’état d’urgence a ouvert de nouvelles perspectives que d’aucuns semblent ignorer : la reprise en main du territoire français par la police nationale française.

La France est un terrain ouvert aux quatre vents. De nombreux réseaux agissent. Des services étrangers interviennent – notamment anglais, américains et israéliens – sans aucun scrupule ni respect pour les autorités françaises.

L’état d’urgence a permis – un temps et pour certains secteurs – une reprise en main française.

Les Clubs « Penser la France » se félicitent de cette perspective que seule une sortie de l’OTAN rendra définitive. C’est là tout notre combat.

Terrorisme – « Attentat de Nice : le point de non-retour ? »

Le 18 juillet 2016 – 23 h 45

Le temps du deuil national terminé, plusieurs leçons politiques doivent être tirées.

La violence insensée de l'attentat de Nice, qui a frappé indistinctement hommes, femmes et enfants – de toutes origines et de toutes confessions –, a pour seul objet de rompre la concorde – relative, mais réelle – qui caractérise l'état de la France.

La violence sourde qui s'exprime au sein de la société française, si elle devait trouver une victime expiatoire, abaisserait la France, sa tradition, son histoire. Elle reste le véritable objectif des auteurs dissimulés de ces crimes : créer les conditions d'une véritable guerre civile.

Mais alors, comment réagir ?

Plusieurs remarques s'imposent d'évidence.

De l'actuelle classe politique française...

1. Les gouvernements successifs qui ont dirigé la France depuis trente ans n'auraient fait – peu ou prou – ni mieux ni pire que l'actuel gouvernement face à de tels événements.
2. Notre classe politique – en son entier – n'est pas préparée à cet état de violence sans tabou et les surenchères verbales – souvent déplacées – illustrent cet impensé.
3. Le Front National-RBM lui-même est marqué par un amateurisme dont la figure de Florian Philippot est l'incarnation la plus parfaite. C'est dire l'impréparation de Marine Le Pen et de son entourage.

4. Si la violence devait perdurer, l'incarnation politique d'une réponse forcément vigoureuse viendra certainement d'une personnalité nouvelle.

Mais comme un homme ne peut rien sans réponse politique, nous devons nous interroger sur le sens d'une politique susceptible de répondre aux défis actuels.

Le déficit structurel de la politique de nos services...

Les différents services qui assurent le renseignement et la sécurité en France formulent des avis divergents sur la situation actuelle.

Certains d'entre eux demandent des comptes. Des dysfonctionnements évidents sont pointés, qui trouvent leur explication dans une politique menée à compter de 2003 depuis la place Beauvau et qui a perduré après 2007 : baisse des effectifs, restructurations de services efficaces devenus moins efficaces ; contrairement à ce qui est dit, moyens mal répartis, efforts consentis de manières inégales, etc.

François Hollande n'a pas corrigé ces politiques qui ont désorganisé nos services. Manuel Valls ne pouvait corriger la politique de Nicolas Sarkozy, largement influencée par les mêmes amis et réseaux communs. Nous payons aujourd'hui dix ans de politiques inadaptées.

La délégation de notre sécurité nationale...

Notre politique de sécurité a connu un tournant récent souvent ignoré des Français. Nous avons délégué le cœur de notre sécurité à des officines étrangères : sociétés de renseignements, de sécurité, de nouvelles technologies.

Ainsi, les sociétés anglo-américaines et israéliennes sont très présentes sur le sol français. Elles assurent de très nombreux services de sécurité et de renseignements, y compris auprès de collectivités territoriales, comme... à Nice.

La réintégration du commandement intégré de l'OTAN décidée par Nicolas Sarkozy – et validée par Hubert Védrine et François Hollande – a

fini de placer la France sous contrôle militaire et sécuritaire de la CIA et de la NSA.

La sécurité des Français n'est plus l'apanage des seuls services français.

Depuis la mise en œuvre de cette politique, les Français ont vu le niveau de leur sécurité largement faiblir, pour ne pas dire plus.

En un mot, sous OTAN-CIA, la France n'est pas plus protégée, mais exposée.

L'assujettissement de notre diplomatie...

La réintégration de l'OTAN a généré des effets irrémédiables tant sur notre politique intérieure que sur notre engagement militaire et diplomatique.

Sous OTAN, la diplomatie française est aux ordres : interventions en Syrie aux côtés des rebelles, interventions criminelles en Libye...

Concurrence économique sur les marchés d'armements saoudiens, qataris... qui financent à leur tour les réseaux djihadistes.

Le non-sens de cette politique sous contrôle étranger est en train de tuer la France.

Ainsi, pour les Clubs « Penser la France », ce que nous répétons depuis plus de dix années, trouve aujourd'hui – et plus que jamais – tout son sens.

La France doit quitter l'OTAN, l'UE et l'Euro pour retrouver pleinement son indépendance et redéfinir une politique d'équilibre général en fidélité à sa tradition.

C'est indépendante que la France pourra, en toute liberté, définir et rétablir des partenariats de puissance à puissance pour assurer son avenir et celui de tous les Français.

Cette politique devra renouer avec les fondements républicains les plus durs. C'est ce que nous appelons, nous, l'Hyper-république.

Avec l'attentat horrible de Nice, le point de non-retour a été atteint.

Il n'est plus possible aujourd'hui, en France, de mener les mêmes politiques avec les mêmes dirigeants au service des mêmes schémas intellectuels.

Il va falloir inventer de nouvelles réponses ; des réponses toutes françaises, bien sûr.

Après ce lâche attentat horrible de Nice, les Clubs « Penser la France » veulent adresser leurs condoléances les plus sincères aux familles meurtries.

TERRORISME : « Ne pas dire la vérité aux Français ! »

Le 26 juillet 2006 – 23 heures

Face à la vague d'attentats qui vise directement les Français – dont l'assassinat d'un prêtre dans son église, ce matin, n'est qu'un point d'orgue particulièrement abject –, le temps approche où les Français vont devoir opérer un sursaut important, moral et politique.

Depuis une dizaine d'années, la France a profondément modifié sa politique internationale.

Les interventions de nos services en Libye – grâce à Nicolas SARKOZY – et en Syrie – grâce à François HOLLANDE et Laurent FABIUS – ont placé la France en tête des soutiens aux rébellions islamistes contre des régimes politiques arabes stables : ceux de Mouammar Kadhafi et de Bachar el-Assad.

Les politiques commerciales et financières agressives menées auprès des États du Golfe ont généré de nombreux contrats industriels alors que ces États finançaient dans le même temps les mouvements djihadistes.

Cette politique a non seulement entraîné la déstabilisation de régions entières, mais également alimenté la concurrence entre les États du Golfe et entre les organisations islamistes.

Cette politique hypocrite et ambiguë a également placé en porte-à-faux plusieurs services de renseignements, en France comme en Europe, ainsi que des services opérationnels militaires et policiers.

Des services français ont formé des groupes islamistes (en Libye comme en Syrie) qui se sont trouvés combattre d'autres services français quelques mois après.

En Europe même, et ce depuis les années 1990, certains services anglais, français, allemands, américains et israéliens ont alimenté des mouvements djihadistes, les ont financés et formés.

La guerre en Yougoslavie a bien sûr été le lieu initial de cette politique catastrophique.

Dans le même temps, plusieurs services français luttent d'arrache-pied contre le terrorisme, et ce, au péril de la vie de leurs agents.

Certains policiers et certains militaires s'étonnent de coïncidences, écrivent et les dénoncent, puis crient leur écœurement.

Nous n'avons eu de cesse, depuis dix ans, de les relayer et d'informer le public français et étranger.

Les médias français sont pour la plupart fermés à cette réalité complexe. Les journalistes ne font plus leur travail. Et les intellectuels médiatisés – comme Bernard-Henri Lévy – jouent un rôle absolument criminel.

Cette politique qui mêle des intérêts nombreux met en lumière la complexité de la situation sécuritaire française : la France ne maîtrise plus sa propre politique internationale ni sa propre sécurité.

Des réseaux étrangers opèrent sur le sol français et peuvent aujourd'hui déstabiliser gravement la société française.

Aussi, et d'urgence, une politique s'impose : la France doit reprendre en main sa propre sécurité.

Pour cela, il faut que les Français osent s'informer pour comprendre la réalité complexe de notre situation nationale.

Les Clubs « Penser la France » appellent les Français à rester vigilants et à rechercher les véritables enjeux dissimulés derrière l'actuelle vague de terrorisme.

Depuis dix ans, le combat des Clubs « Penser la France » est limpide : il faut « Libérer la France » ! Pour cela, il faut : sortir de l'OTAN ! Sortir de l'UE et sortir de l'Euro.

Présidentielle 2017 : « Abattre MACRON-HOLLANDE dès le 1^{er} tour ! »

Vendredi 24 mars 2017

Cette campagne présidentielle 2017 est – à plus d’un titre – indigne de la France, alors que nous traversons un moment historique mondial important.

D’une part, le déroulement des primaires – à gauche comme à droite – a largement perturbé ce moment essentiel de dialogue entre un homme et la Nation.

D’autre part, l’absence de courage de François Hollande, refusant d’assumer jusqu’au bout sa responsabilité politique, couplée au surgissement organisé d’un candidat fabriqué, hors sol, véritable mutant politique – Emmanuel MACRON – a fini de caractériser ce quinquennat totalement raté.

Emmanuel MACRON incarne trente années de politiques libérales, européistes et atlantistes, qui ont précisément détruit la France.

Emmanuel MACRON – comme l’indiquent ses soutiens – est l’héritier du « Oui » à la Constitution européenne de 2005, du « Oui » à l’intervention de la France en Irak en 2003, du « Oui » au Traité de Lisbonne en 2008, du « Oui » à la réintégration du commandement militaire de l’OTAN. Soumis à Berlin et adoubé par Angela MERKEL, il est l’homme de Bruxelles, l’homme des réseaux CLINTON opposés à Donald TRUMP et Vladimir POUTINE.

En un mot, Emmanuel MACRON incarne notre impasse collective.

Fils spirituel de François HOLLANDE et produit incestueux d’ATTALI, MINC et Pierre BERGÉ, Emmanuel MACRON doit être combattu avec la plus grande fermeté.

Il est, de loin, le candidat le plus dangereux pour l'avenir de la France, et ce, en dépit des réserves les plus sévères que nous pouvons émettre sur le projet LE PEN.

Les Clubs « Penser la France » dénoncent la propagande des médias et des Instituts de sondages achetés par les plus grands groupes financiers et appellent les Français à conserver leur calme, à résister à cette propagande éhontée et à choisir leur chemin en peuple libre.

VEL d'HIV : « VICHY, ce n'est pas la France ! »

Le 11 avril 2017

Le 16 juillet 1942 débuta à Paris la rafle du Vel d'Hiv, avec l'arrestation de 13 000 juifs, la plupart déportés vers Auschwitz-Birkenau.

Cette arrestation ignominieuse a mobilisé 7 000 policiers et gendarmes sous les ordres du délégué de la Zone Nord du gouvernement de Vichy : René Bousquet.

Le gouvernement de Vichy était et reste un gouvernement illégal dont l'acte fondateur – l'acte dit « loi constitutionnelle du 10 juillet 1940 » – a été déclaré nul et de non-effet aux termes des articles 2 et 3 de l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental.

Durant cette période terrible, une autre voie a été proposée aux Français, celle du combat.

Ainsi, la France et la République ont été incarnées par une poignée d'hommes, ceux réunis à Londres autour du général de Gaulle, ceux unis dans la Résistance, communistes, gaullistes, républicains fidèles à Valmy, syndicalistes respectueux de leurs revendications, socialistes dignes de l'héritage patriotique et internationaliste de Jaurès, chrétiens, laïcs...¹⁷

La France était dans l'ombre, dans la souffrance, dans le combat.

Mais grâce à ces hommes, la France resta debout.

17. Et des militants monarchistes (qui furent parmi les premiers à rejoindre de Gaulle à Londres). Oubli impardonnable réparé.

Le général de Gaulle comme François Mitterrand ont toujours défendu, en homme d'État, cette réalité historique qu'ils n'avaient que trop bien connue.

Les récentes déclarations de Jacques Chirac et de François Hollande sont un tissu de contre-vérités lamentables, car la rafle du Vel d'Hiv est une ignominie imputable au seul gouvernement de Vichy, gouvernement illégal.

La récente polémique qui oppose le CRIF – organisation dévoyée et spirituellement corrompue – à la candidate Marine LE PEN ne peut que surprendre.

Nul besoin d'être électeur de cette candidate pour défendre la vérité historique.

Mieux, il faut – en cette période trouble qui s'ouvre devant nous – défendre la Vérité, comme exigence républicaine supérieure.

D'ailleurs, par quelles ruses de l'histoire Marine Le Pen prend-elle le contre-pied de toute l'historiographie d'extrême droite, quand le CRIF – et toute une cohorte d'imbéciles – se trouve défendre l'historiographie pétainiste ?

Mais qui donc cherche à salir la France et, par le mensonge, la détruire ?

Les Clubs « Penser la France », attachés à la tradition gaulliste et à celle du Conseil National de la Résistance (CNR), de tous ces hommes sacrifiés aux combats pour la France, veulent dire solennellement : « Vichy, ce n'était pas la France » !

Enfin, comment ne pas dénoncer l'intervention suspecte du gouvernement israélien dans la campagne présidentielle française ? Et comment ne pas déplorer le lobbying absolument néfaste du CRIF, qui

alimente ainsi une rancœur antisémite dont la France n'a absolument pas besoin ?

Pour les Clubs « Penser la France », il est temps de réaffirmer notre attachement indéfectible aux valeurs républicaines les plus strictes, loin des communautarismes qui finiront par dresser les Français les uns contre les autres.

Faire Nation ! Dire la Vérité !

Voilà tout le combat des Clubs « Penser la France » que nous entendons mener.

Source :

www.politique-actu.com/actualite/vel-vichy-france-penser-france/1672126/

Présidentielle 2017 – 1^{er} tour : « Écoeurement et Espérances »

Vendredi 21 avril 2017

À la veille du 1^{er} tour de l'élection présidentielle 2017, les Clubs « Penser la France » appellent les Français à se mobiliser pour sanctionner de la manière la plus nette le quinquennat de François HOLLANDE.

Nous appelons les Français à faire barrage à « MACRON-HOLLANDE » conformément à l'appel que nous avons lancé le 24 mars 2017 : « Présidentielle 2017 : Abattre MACRON-HOLLANDE dès le 1^{er} tour ! ».

La campagne présidentielle 2017 aura été une campagne désastreuse, à l'image de l'état politique de la France après deux quinquennats ratés, celui de Nicolas Sarkozy et celui de François Hollande.

Après avoir combattu ardemment Nicolas Sarkozy, les Clubs « Penser la France » ont refusé d'apporter leur soutien à François Hollande en 2012, tant il était évident pour nous que l'homme – son impréparation à la fonction – et son programme annonçaient une impasse pour notre pays. Le résultat nous épargne tout commentaire, couronné par le renoncement honteux du président sortant.

Dans ce contexte, la campagne 2017 a été profondément perturbée et largement faussée.

L'ensemble du système politique et médiatique a travaillé à écarter deux candidats : d'une part, François FILLON – candidat de la droite française classique, néogaulliste et catholique –, d'autre part, Marine LE PEN – candidate issue de l'extrême droite française – bénéficiant de tous les échecs du système tant le réel le plus tragique renforça, non sans

raison – et jusqu’à ces dernières heures –, la crédibilité d’une partie de son analyse.

Les manœuvres grossières du système politique et médiatique ont eu pour seule ambition de promouvoir la candidature hors sol d’Emmanuel MACRON, totalement impréparé à la fonction, mais imposé – comme véritable fils prodigue – par des réseaux d’affaires atlantistes et européistes (c’est la même chose)... précisément tous ceux qui détruisent la France depuis trente ans et entendent poursuivre leur funeste entreprise.

Les Français ne sont pas dupes. Ce peuple politique va le montrer dans deux jours.

Dans ce contexte, des candidats plus modestes se sont battus – parfois sans moyens – en abordant des questions stratégiques fondamentales.

Ce fut le cas de Jacques CHEMINADE et de François ASSELINEAU.

De la même façon, la campagne de Jean-Luc MÉLENCHON a permis avec talent de rendre sa fierté à un électorat méprisé et trop souvent trompé : celui de la Gauche française.

Tous ces candidats – tous leurs efforts – doivent être salués.

Quoi qu’il arrive à l’issue de ce scrutin, la France est maintenant entrée dans une période agitée de son histoire comme dans celle troublée de l’histoire du monde.

Dans un tel contexte, les Clubs « Penser la France » entendent réaffirmer leur attachement à l’idéal républicain, aujourd’hui largement dévoyé, abandonné.

Nous continuerons à travailler à faire émerger une force politique réunissant forces du progrès social et forces de la tradition, unissant le patriotisme le plus ardent comme le progressisme social et culturel le plus chevillé au corps. Le tout, au service de la France.

Au 1^{er} tour de l'élection présidentielle 2017, un seul mot d'ordre :
« Pour la France, il faut abattre MACRON-HOLLANDE ».

Vive la République !

Vive la France !

PRÉSIDENTIELLE 2017 – 1^{er} tour : Analyse et commentaires

Dimanche 30 avril 2017

Au 1^{er} tour de l'élection présidentielle 2017, les Français ont sélectionné Marine LE PEN et Emmanuel MACRON, alors que notre bureau national avait pronostiqué – sur la base de renseignements recollés dans plusieurs régions – l'affrontement électoral entre Madame LE PEN et M. FILLON.

Ce premier tour clôt une période particulière. La campagne électorale présidentielle a été marquée par plusieurs évènements importants et parfois troublants.

Malgré ces évènements, les sondages n'ont jamais varié ou presque.

L'annonce des instituts de sondages – répétée depuis des mois – n'a-t-elle pas joué le rôle de prophétie auto-réalisatrice ?

Nous présentons ici un ensemble de remarques critiques qui fondent plusieurs interrogations.

I. Sur le vote de Benoît HAMON et celui de Jean-Luc MÉLENCHON

M. Hamon :

Contrairement aux apparences, M. HAMON a parfaitement joué son rôle et rempli ses objectifs : empêcher Jean-Luc MÉLENCHON d'accéder au 2^e tour.

Dès sa désignation, puis à de multiples reprises, Benoît HAMON appela Jean-Luc MÉLENCHON à se retirer en sa faveur dans un seul but : l'affaiblir.

M. HAMON a ainsi gêné la progression constante de Jean-Luc MÉLENCHON, alors qu'il prenait soin d'épargner totalement Emmanuel MACRON.

Avec 6 % des voix, M. HAMON a ainsi empêché le seul candidat de la gauche française capable d'accéder au 2^e tour de la présidentielle.

Idiot utile ou complice, Benoît HAMON sera de toute façon récompensé.

Dès le soir du 1^{er} tour, Benoît HAMON pouvait libérer sa conscience en appelant à voter pour Emmanuel MACRON, afin de faire « barrage... au fascisme » !

Le piège a parfaitement fonctionné.

Jean-Luc Mélenchon :

Le vote MÉLENCHON est très certainement l'évènement majeur de cette campagne.

Il augure une reconstruction de la Gauche française sur des fondamentaux sérieux. Il illustre aussi l'état de colère sociale et politique de notre pays.

Malgré tous les pièges tendus à Jean-Luc MÉLENCHON pris en tenaille – pensons aux critiques insupportables du candidat trotskiste M. POUTOU –, quel succès et quel talent !

Nous devons saluer le travail de Jean-Luc MÉLENCHON.

Il est un travail politique de refondation.

Les Clubs « Penser la France » avaient projeté un vote pour le candidat socialiste entre 9 et 11 %, car l'ancrage territorial du Parti socialiste aurait dû lui assurer un minimum de 10 à 12 % des voix.

Cette surestimation s'explique par la mauvaise mesure du rôle secret de la rue de Solférino (de M. Cambadélis, mais pas seulement), Benoît HAMON n'ayant servi que de simple appât, le véritable candidat du Parti socialiste et du Palais de l'Élysée étant M. MACRON.

En revanche, nous avons très tôt anticipé la montée du vote de Jean-Luc MÉLENCHON et annoncé dès la fin mars (soit une semaine avant tous les instituts de sondages) son passage devant Benoît HAMON.

II. Sur le vote FILLON et la droite française

Le score final de M. FILLON est sidérant tant il est évident que la France est politiquement et culturellement acquise à la droite française (>55 %). Elle pouvait donc – sans grande difficulté – porter son champion à l'Élysée. Que ne l'a-t-elle fait ?

Cet échec a de multiples sources.

a) Le candidat FILLON

Contrairement à ce qui est répété à souhait, François FILLON n'était pas un mauvais candidat.

Il présentait une réelle alternative en renouant avec les fondamentaux de la droite française classique : droite de province, catholique et de filiation gaulliste, peu soumis aux réseaux atlantistes. Trop peu.

Ce sont précisément ces atouts qui ont valu à François FILLON une levée de boucliers et la mise en œuvre d'une véritable machine infernale.

L'union d'une partie non négligeable de la droite contre sa candidature, le travail minutieux de déstabilisation, constant, insidieux, a fini par porter ses fruits de la manière la plus éhontée.

S'il faut souligner la frilosité de l'électorat classique de la droite – notamment les plus de 60 ans – heurté par l'« affaire Pénélope », ce qui d'ailleurs honore cet électorat encore soucieux d'éthique, celui-ci a été victime d'un effet d'optique magistral.

Utilement instruit sur le niveau et la réalité de la corruption des élites française – politique, médiatique et financière –, cet électorat aurait dû comprendre que l'« affaire Pénélope » était précisément le révélateur de l'absence de corruption de François FILLON.

La cabale parfaitement orchestrée, aux ressorts complexes, avait bien sûr ses relais au sein du parti.

b) Le rôle du parti « Les Républicains » et de la droite française

Le travail du parti « Les Républicains » contre François FILLON a été déterminant, comme le rôle de l'ensemble des forces de droite, Alain JUPPÉ comme François BAYROU.

Le premier et ses amis ayant mené – sous le masque – plusieurs assauts répétés jusqu'à cette fameuse semaine du mois de mars, qui se termina par une démonstration de force au Trocadéro – le dimanche 5 mars – laissant accroire qu'en écartant définitivement la proposition de twister les candidats, la campagne de François FILLON pouvait enfin commencer. Non seulement, il était trop tard, mais – et dès cette crise interne au sommet où se joua l'honneur de quelques hommes – tout a été fait pour abattre le candidat.

À ses côtés mêmes, certains de ses soutiens les plus « fraternels » n'étaient-ils pas déjà en train d'entrevoir d'autres opportunités ?

Dès le lendemain du 1^{er} tour, les postulants à Matignon se dévoilent (à gauche comme à droite). Les masques tombent, révélant ainsi l'existence de négociations entamées – depuis des semaines, voire des mois – avec Emmanuel MACRON.

Enfin, le rôle obscur de Nicolas Sarkozy a été occulté à tort. Après avoir échoué lui-même à être sélectionné par la primaire, il n'a eu pour seul objectif que celui d'écartier Alain Juppé, ce jusqu'au mois de mars, en soutenant – mordicus – son ancien Premier ministre.

N'avait-il pas intérêt – ensuite – à l'échec de François Fillon ?

Cette élection présidentielle 2017 ne pourra être comprise qu'à travers le décryptage du duel secret – par acteurs interposés – entre MM. Sarkozy et Hollande, duel qui a pollué toute la campagne.

Nicolas Sarkozy vient d'annoncer une nouvelle fois qu'il arrêterait définitivement la politique. C'est dire combien il faudra compter avec lui dans les prochaines années.

Les Clubs « Penser la France » ont – là aussi – sous-estimé le rôle secret de l'appareil politique « Les Républicains », qui a travaillé contre François FILLON à un niveau impensable et préparé le sacre du « petit prince ».

III. Sur le vote MACRON

Sans parti politique, aucun candidat ne peut accéder au 2^e tour de l'élection présidentielle. Cette loi incontournable des sciences politiques et de la science électorale française a été infirmée par une mécanique subtile de contournement et de jeux secrets.

Les deux principaux partis politiques – le Parti socialiste et Les Républicains – ont travaillé secrètement, et l'un et l'autre, au succès de ce candidat.

Le travail des réseaux secrets qui transcendent tout l'arc politique doit être analysé. C'est certainement le fait le plus étonnant de cette campagne, qui peut aussi se révéler le plus tragique.

La collusion des partis apparaît clairement.

Le vote des primaires, à droite comme à gauche, est éclairant sur ce point.

À gauche : Emmanuel MACRON a pu arriver en tête du vote à gauche dans certains départements composés de zones rurales et de zones périurbaines, zones qui précisément sont sociologiquement antinomiques du vote MACRON. On constate que ces départements accueillent des Fédérations socialistes largement pilotées par les réseaux Valls.

À droite : Les départements ayant le plus accordé leur vote à Alain Juppé ont plus facilement accordé leur soutien à Emmanuel MACRON, et ce, dans une proportion anormalement élevée.

Rien n'explique le succès d'Emmanuel MACRON. Il est un vote « magique ».

Des salles électorales vides ou presque peuvent-elles être compensées par Internet, au rôle encore trop modeste ? Bien sûr que non.

Il faut bien l'admettre, ce vote « magique » a pour seule explication l'intervention de l'appareil d'État¹⁸, de l'ensemble de la presse écrite et audiovisuelle aux mains des grands groupes d'affaires.

Le succès technique de MACRON n'est en rien un succès politique.

Il annonce d'ailleurs de nombreuses déconvenues par la somme des tensions politiques à venir, s'il devait être élu.

Sa campagne ressemble donc à un « forçage psychologique et politique » digne de l'insupportable campagne du « OUI » en 2005.

L'homme devine-t-il le piège dans lequel lui-même est tombé ?

On ne dirige pas un vieux pays, une vieille nation comme la France, capable de mouvements violents, sans risques.

L'insouciance et l'immaturation du jeune banquier sont sidérantes.

Ainsi le vit-on, le soir du 1^{er} tour, roulant – ici dans Paris – dans sa berline de luxe, saluant de la main, vitre de portière ouverte, comme le fit Jacques CHIRAC au soir de sa victoire en mai 1995 ; là, réunissant le « tout Paris » à « La Rotonde », comme le fit de manière tout aussi insupportable Nicolas Sarkozy au « Fouquet's » en mai 2007.

Assuré de son triomphe, Emmanuel MACRON a – d'ores et déjà – fêté sa victoire, comme un enfant gâté, capricieux, immature, démontrant ainsi l'absence d'épaisseur qui distingue – précisément – l'homme d'État, du commun.

IV. Sur le vote LE PEN

Lourd héritage légué par François MITTERRAND, l'instrumentalisation du Front National afin d'affaiblir la droite républicaine fut un calcul malsain, mais efficace.

Il a ainsi assuré le maintien au pouvoir du parti socialiste, qui n'a jamais été majoritaire dans le pays. Pour rappel, celui-ci accéda au pouvoir en 1981 grâce aux puissants votes communistes.

18. cf. « Note du groupe OMÉGA ».

L'instrumentalisation des forces en sa faveur est un des savoir-être essentiels du parti socialiste. Le mensonge à toutes les fins.

La construction libérale de l'Union européenne délitant toutes les nations constitutives, et au premier chef les nations politiques comme la France, engendre une immense souffrance sociale, culturelle et politique.

Le Front National a longtemps été promu par le système avec une double fonction : devenir le réceptacle de tout le vote contestataire et stériliser cette contestation par un « bannissement civique » de tous ces électeurs, prononcé *urbi et orbi* par les prêtres du système politico-médiatique.

Avant le 1^{er} tour, Marine LE PEN doit être respectée. Entre les deux tours, Marine LE PEN, c'est Hitler et les camps de concentration, la fameuse *reductio ad hitlerum* qui – par automatique – assure la victoire de son opposant, de droite comme de gauche¹⁹.

Tous les Français ont été – à un moment ou un autre – victimes de ce piège.

Depuis trente ans, des politiques euro-libérales non désirées par les Français s'appliquent ainsi contre leur volonté. Et quand le piège ne peut pas fonctionner (référendum de 2005), il faut opérer un forçage juridique (Traité de Lisbonne de 2008) toujours risqué, car il dévoile la réalité politique du système.

Après l'instrumentalisation du Parti communiste, qui a permis d'abandonner tous les acquis hérités du Conseil National de la Résistance (CNR), l'instrumentalisation du Front National doit permettre d'accomplir l'autre pan du programme : défaire l'unité de la France, son État, la République. Un comble.

Nous mesurons aujourd'hui que le piège « Front National » est en train d'atteindre ses limites.

19. Pour relever l'incongruité de ces accusations, il faut signaler que Marine LE PEN reçoit régulièrement en France le soutien des réseaux sionistes de droite en lien avec la droite israélienne. Quoi qu'on pense de Mme LE PEN, ce procès intellectuellement ignoble dissimule les enjeux réels. Lesquels ?

De toute façon, le piège parfait n'existe pas, car l'homme est un animal politique, certes doué de raison lente, mais c'est toujours la raison qui précède l'action. Elle vient.

Ainsi, par un double effet – mutation réelle du Front National et exaspération totale des Français contre une classe dirigeante corrompue –, nous assistons à un moment politique historique.

D'autres mutations plus profondes sont en train d'opérer.

Le suicide de la droite française s'accompagne en effet d'un repositionnement stratégique d'une partie du capitalisme français.

Ainsi, les grandes entreprises françaises dont les dirigeants seraient encore attachés à la France – à la forme particulière de son capitalisme – ne souhaitent pas changer de règles pour celles d'Outre-Rhin.

Pour un certain patronat français, la potion allemande ne passe pas ! « MERKEL ! Nein ! » devient tout naturellement « MACRON ? Nein ! ».

Ainsi, peut-on mieux comprendre le feu vert donné à une recomposition politique accélérée avec la création subite d'une plateforme politique et économique entre le Front National et le petit parti « Debout la France ».

Ce petit parti politique – minuscule électoralement – reste une vigie. Il est une des forces tendanciennes profondes de la droite française.

À ce stade, nous pouvons conclure que si l'arithmétique est bien évidemment défavorable à Marine LE PEN, la recomposition des forces politiques et capitalistes en cours, associée à une campagne techniquement meilleure que celle d'un candidat totalement inexpérimenté, peut créer la surprise.

De toute façon, la surprise n'a-t-elle pas déjà eu lieu ?

Les Français, en votant massivement pour Jean-Luc MÉLENCHON et pour Marine LE PEN, indiquent plusieurs choses : ils sont prêts à résister en dépit des pressions extravagantes du système et, opposés à cette politique eurolibérale, ils sont devenus majoritaires dans le pays.

L'autre bonne nouvelle, c'est qu'une partie du patronat français partage maintenant ce constat.

Quel que soit le résultat du 7 mai, le/la président(e) de la République devra tenir compte de l'existence de deux composantes patriotiques contestataires – de droite comme de gauche – qui animent aujourd'hui la France.

Nous sommes en train de vivre un moment historique.

FIN

Post-scriptum : Dans quelques jours, les Clubs « Penser la France » donneront une analyse du 2^e tour avec consigne de vote.

ANNEXE

NOTE du groupe OMÉGA

– Analyse du 1^{er} tour 2017 –

Le groupe OMÉGA – anciens militaires et policiers issus des services de renseignements – fait état de plusieurs éléments techniques perturbants constatés lors du 1^{er} tour de la Présidentielle 2017, le dimanche 23 avril.

Les éléments de perturbations cités sont les suivants :

– Éléments classiques : Il s'agit notamment de fraudes autour du vote de résidences de personnes âgées en faveur d'un seul candidat (témoignages multiples ; plusieurs régions ; volume de perturbations non mesurable ; estimation : marginal).

– Éléments exceptionnels : témoignages multiples ; plusieurs régions.

* désinscription d'électeurs, essentiellement en zone urbaine (volume conséquent) ;

* réception en doublon de cartes électorales (volume conséquent) ;

* niveau de participation – jeu anormal sur les bulletins blancs et nuls (volume conséquent) ;

* chiffres des mal-inscrits du ministère de l'Intérieur contestés par certains chercheurs et spécialistes de sciences politiques²⁰ qui rendent inexplicable le niveau élevé de suffrages exprimés (volume conséquent) ;

* Votes électroniques non fiabilisés.

D'après les projections de ce groupe de travail, la marge de modulation est fixée entre 1 et 1,5 million de voix, ce qui est ici suffisant pour modifier les résultats.

[Il convient de préciser ici que certaines hypothèses la rabaisent à moins de 600 000 ; d'autres l'élèvent à plus de 5 millions de voix].

Ainsi, le faible écart des voix entre les premiers candidats alimente des interrogations légitimes.

Ont obtenu en voix²¹ : Jean-Luc MÉLENCHON (7 060 885) ; François FILLON (7 213 797) ; et Marine LE PEN (7 679 493), soit un écart inférieur à 618 608 voix.

Emmanuel MACRON a obtenu 8 657 326 voix, soit 1 596 441 de voix de plus que M. MÉLENCHON.

Ces écarts de chiffres se situent dans la marge d'intervention possible.

À ce stade, nous ne pouvons tirer aucune conclusion sur ces éléments.

20. Notamment Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, professeurs de science politique, respectivement à l'Institut d'études politiques de Saint-Germain-en-Laye et à l'université Montpellier-I. Auteurs de *La Démocratie de l'abstention*, Gallimard, Paris, 2014.

21. Résultats officiels – Ministère de l'Intérieur : www.interieur.gouv.fr/Elections/Election-presidentielle-2017/Election-presidentielle-2017-resultats-globaux-du-premier-tour

Nous signalons qu'un mouvement citoyen est en train de contester le résultat de ces chiffres 2017 à partir de ces anomalies²².

Certains élus nationaux se sont émus en privé des résultats qu'ils ont qualifiés de « surprenants ».

Enfin, nous sommes obligés de restituer une interrogation signalée – particulièrement grave.

Si certains services d'État sont capables d'opérer des actions violentes en France – parfois sous fausses bannières, et parfois même de les externaliser via des services d'actions étrangers –, comment exclure que ces services puissants n'interviennent pas dans un processus électoral aussi important, aux enjeux évidemment stratégiques ?

Cette hypothèse recevable dans son principe n'a pas été validée à ce stade.

22. Pour une commission d'enquête sur le résultat des votes à l'élection présidentielle 2017 :

www.mesopinions.com/petition/politique/commission-enquete-resultats-votes-election-presidentielle/29785

Présidentielle 2017 – 2^e tour : « Refuser le piège ! »

Jeudi 4 mai 2017 – 21 heures

Il y a un mois, les Clubs « Penser la France » ont lancé un appel aux Français : « Abattre MACRON-HOLLANDE, dès le 1^{er} tour ».

En se conformant au choix dicté par le système, les Français sont tombés dans le piège.

Entre un « fascisme soft euro-libéral sous contrôle OTAN » qui va détruire la France, et un « national-bonapartisme » qui va dénaturer la République, le choix imposé aux Français est tragique.

Dans un tel contexte, les Clubs « Penser la France » refusent de sacrifier la liberté des Français à une quelconque consigne de vote.

Législatives 2017 : Soutien aux candidats patriotes

Le 28 mai 2017

Les Clubs « Penser la France » sont saisis par plusieurs dizaines de candidats d'une demande de soutien pour les élections législatives 2017.

La direction nationale des Clubs « Penser la France » a décidé de répondre positivement à cette sollicitation par la mise en place d'une procédure de « soutien-certification » à tous les candidats qui en feront la demande selon la formule suivante :

« Le candidat s'engage à défendre un programme de libération nationale appelant à :

- 1. Sortir la France de l'OTAN.*
- 2. Sortir la France de l'UNION EUROPÉENNE.*
- 3. Sortir la France de l'EURO. »*

Le tout inscrit dans la fidélité à l'esprit du Conseil National de la Résistance (CNR) et à son programme dit « Les jours heureux » de 1944.

Les candidats intéressés voudront bien faire parvenir une demande écrite (ou courriel) précisant leurs coordonnées, accompagnée d'un exemplaire de leur profession de foi.

Les candidats labellisés recevront en retour une réponse sous 48 heures.

Les Clubs « Penser la France » s'engagent à activer leurs soutiens au niveau national et départemental.

Bonne campagne républicaine et patriotique à tous !

COMMUNIQUÉ N° 37

Présidentielle 2017 & Législatives 2017 : « Le viol de la Nation »

Le 9 juin 2017

Cette élection présidentielle 2017 n'a été ni plus ni moins qu'un viol de la Nation.

Campagne détournée, propagande éhontée, manipulations des électeurs par les grands médias... La plupart des Français se taisent, incrédules. Mais la plupart le savent.

Dans un tel contexte, comment ne pas s'étonner de voir les électeurs donner une majorité parlementaire à l' élu présidentiel ?

Dans beaucoup de basses civilisations, la femme violée épouse son violeur.

Ce vote s'apparente ainsi à un acte manqué, nécessité absolue pour habiller du manteau de la légalité ce forçage historique.

Puis viendra le temps de la Vérité.

De toute façon, il vient toujours, le temps de la vérité : il sera pour nous celui de la Nation retrouvée.

Quand – d'ici quelque huit mois – les politiques ordo-libérales dictées par Bruxelles et Berlin auront commencé à faire leurs effets ; quand les syndicats – tous ou presque ayant appelé à voter pour l'Élu – seront agités par des millions de Français modestes comprenant que la fin du modèle social français est arrivée et, avec elle, un recul social et économique historique ; alors, viendra le temps du réveil.

Nous n'échapperons pas à cet inéluctable : le rapport de force aura lieu. Et de la plus simple des façons : la rue va parler.

Parce que ce moment doit être préparé, il nous revient de donner corps aux forces politiques qui demain incarneront ce futur à construire.

D'ores et déjà, ces élections législatives 2017 ne doivent pas nous empêcher d'apporter notre soutien à tous les candidats qui s'engagent dans la voie de la reconstruction.

Retrouver l'indépendance nationale est la condition *sine qua non* du progrès social, économique et politique.

Retrouver l'indépendance nationale, c'est avant tout accepter la renaissance éthique et spirituelle de notre Nation.

La France a besoin de nous. La France a besoin de tous.

Pour l'ensemble de ces raisons, les Clubs « Penser la France » appellent à voter – dans chaque circonscription – pour les candidats qui portent ce triple programme :

1. sortir la France de l'OTAN ;
2. sortir la France de l'UNION EUROPÉENNE ;
3. sortir la France de l'EURO.

Il nous apparaît plus que jamais évident que ce programme doit s'inscrire dans la fidélité à l'esprit du Conseil National de la Résistance (CNR) et à son programme dit « Les jours heureux » de 1944.

COMMUNIQUÉ N° 38

« Bleu, Blanc, Rouge : tel est le drapeau de la Nation ! »

Mardi 28 novembre 2017 – 23 heures

Le drapeau tricolore, hérité des heures les plus glorieuses de l'histoire de France, est un symbole d'unité et de concorde nationale que l'on ne peut remettre en cause sans forfaiture !

La Constitutionnalisation de cet emblème n'autorise pas une majorité parlementaire aussi irrespectueuse qu'illégitime à lui substituer un autre symbole.

C'est la Nation – et elle seule – qui s'autorise à se rassembler et à s'unir autour des emblèmes qu'elle seule se choisit.

On peut mourir pour la France, mourir encore aujourd'hui pour les trois couleurs.

Personne ne mourra jamais pour la Commission européenne de Bruxelles !

Hier, nos aînés proclamaient que « toute cocarde autre que celle aux trois couleurs est un signe de rébellion, et tout individu qui s'est revêtu à dessein d'un signe de rébellion est puni de mort ! » (Décret du 5 juillet 1792).

Dans ce même esprit, les Clubs « Penser la France » proclament que l'adoption de toute oriflamme autre que le drapeau tricolore est une infamie ! C'est – bel et bien – un signe de rébellion contre la Nation.

Les Clubs « Penser la France » appellent solennellement l'ensemble des Français à se mobiliser contre le viol permanent de la Nation que

constitue le panachage de tous nos édifices publics par l'emblème d'une autorité étrangère, qui travaille à détruire et la France et son peuple.

Aussi, l'ensemble des parlementaires et membres de gouvernements qui se sont commis dans le vote du Traité de Lisbonne en 2008, et ceux qui aujourd'hui soutiennent l'adoption d'un emblème étranger, devront tous répondre pour leur acte de trahison.

Dans le silence de la soumission, ces mots font sourire.

Puis il viendra, le temps de la vérité, car il vient toujours, le temps de la vérité.

Il sera – à n'en pas douter – le temps du retour de la France.

« La commune, cœur de la Démocratie »

Dimanche 10 décembre 2017

La commune – comme l'État – est au fondement de la démocratie française, de sa réalité politique.

Depuis près de vingt ans, le travail vicieux du ministère de l'Intérieur – et de ses directions scélérates, la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) et la Direction de la Modernisation et de l'Action Territoriale (DMAT) – entraîne la destruction programmée de l'État républicain.

Tout est fait pour favoriser l'effacement des frontières de l'État à travers la mise en œuvre d'un espace Schengen ouvert à tous les vents, quand il ne s'agit pas de favoriser la mise en œuvre d'espaces transfrontaliers.

Dans ce même esprit, tout est fait pour détruire la commune en organisant des transferts de compétences sans transfert budgétaire sérieux pour démontrer – avec quel vice – l'obsolescence des appareils administratifs.

Le département – héritage républicain de la Révolution française – est d'ores et déjà moribond.

Cet effacement de la commune, de l'État-nation et du département a pour seul but – en favorisant la Région, l'intercommunalité – de préparer l'avènement d'un État fédéral européen dirigé par Bruxelles.

Cette réorganisation territoriale s'opère par le travail vicieux de destruction mené par un corps préfectoral aux ordres, dont l'inculture politique n'a d'égale que la médiocrité républicaine, favorisée par des promesses de promotions indignes de la grande tradition du service de l'État.

Trahissant l'esprit même de la France, le ministère de l'Intérieur met en place un schéma autant post-politique que post-démocratique et post-national.

Après avoir bâti l'État républicain, le ministère de l'Intérieur le détruit aujourd'hui.

Après avoir façonné l'État-nation, il travaille aujourd'hui à sa perte.

Les premières lois de décentralisation, à l'esprit tout girondin, n'avaient en fait pour seule fonction que de préparer – une fois de plus – la trahison de la Nation.

La loi NOTRe du 7 août 2015 et la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 sont un concentré de mesures antirépublicaines, véritable poison pour la démocratie française.

Au nom de principes éculés – les économies d'échelle – hérités d'une pensée économique libérale qui a prouvé toute son inefficacité, il s'agit d'imposer à des dizaines de milliers d'élus locaux, et à des millions de Français, des mécanismes destructurants de l'identité française.

Cette démarche est diabolique. Nous le répétons.

Favoriser la démocratie imposerait – au contraire – de renforcer la commune, renforcer les pouvoirs du maire, celui des organes délibérants – notamment en renforçant le rôle des oppositions municipales –, de renforcer l'expertise et le contrôle, non de détruire la commune.

Les Clubs « Penser la France » veulent réaffirmer avec force que « la commune est le cœur de notre démocratie ».

Détruire la commune pour préparer – contre la volonté d'une grande majorité de Français – l'émergence d'un État fédéral européen est un acte de haute trahison contre la France, contre la République.

Les Clubs « Penser la France » veulent dire – avec tous les Français – combien ils sont attachés aux communes de France et au rôle essentiel des maires de France.

Les Clubs « Penser la France » appellent tous les Français à se mobiliser pour soutenir – par tous moyens – la commune, « cœur de la Démocratie ».

B. POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE L'OTAN

N° 40 : Le traité de européen de Lisbonne (TFUE) ou de la Haute Trahison – Le 25 juin 2007

N° 41 : Élection européenne du 7 juin 2009 : « VOTEZ BLANC ! » – Le 23 mai 2009

N° 42 : Élection européenne 2009 : « Le refus des Français ! » – Le 8 juin 2009

N° 43 : Élection européenne 2014 – Appel du CNR-RUE 18 juin 2014 (Comité National de Résistance Républicaine à l'Union Européenne) !

N° 44 : « 9 mai, journée de l'Europe » : L'UE atlantique est antinomique de l'esprit du 8 mai 45 !

N° 45 : « Appel au boycott des élections européennes du 25 mai 2014 » par le M'PEP, le PRCF, les Clubs « Penser la France ».

N° 46 : GRÈCE : « Pour sauver l'Europe, votez "OXI-NON" ! », Les Clubs « Penser la France », 4 juillet 2015

N° 47 : BREXIT : « Pour un FREXIT général : OTAN-UE-EURO », le 26 juin 2016

N° 48 : Espagne : « Qui cherche à abattre l'Espagne très catholique ? » – Le 5 octobre 2017

Le Traité européen de Lisbonne (TFUE) ou de la Haute Trahison

Le 25 juin 2007

Le Traité européen adopté par le dernier sommet européen consacre la victoire d'une droite mondiale et libérale que nous n'avons eu de cesse de dénoncer durant la campagne présidentielle.

Cette adoption n'est en rien une surprise. Elle annonce une série de mauvais coups portés à notre Contrat social français comme à l'esprit même de nos institutions.

En refusant de soumettre ce texte à référendum, Nicolas Sarkozy de Nagy Bocsa entend imposer des choix qui préparent la fin de la France.

Les Français vont ainsi s'apercevoir qu'ils ont installé à l'Élysée un simple gouverneur de province.

C'est à nous – dès aujourd'hui – à relever l'ensemble des reniements à la France, à instruire les Français de ce manquement magistral au respect de la souveraineté nationale.

Ce traité ainsi adopté est le signe avant-coureur de l'échec d'un homme comme des forces internationales qui le soutiennent.

Éduquons les Français, éduquons-nous à la résistance républicaine !

Élection européenne du 7 juin 2009 : VOTEZ BLANC !

Le 23 mai 2009

Le 7 juin prochain, les Français sont appelés à désigner leurs représentants au Parlement européen, le mal nommé. Ce parlement ne représente pas la nation européenne, qui n'existe pas. Il ne dispose pas plus d'un quelconque pouvoir législatif véritable.

Cette Europe-là est l'institutionnalisation d'une idéologie mondialiste – au service d'un type de capitalisme – qui nous mène droit dans le mur.

Nos démocraties nationales sont bafouées. Les principes qui fondent notre contrat social sont foulés au pied par cette Europe imposée aux peuples quand ils la refusent.

Cette Europe-là est un coup d'État permanent. Elle se construit jour après jour dans le mensonge.

Tout naturellement, l'ensemble des candidats du 7 juin appelle à sa réforme.

Ceux issus des grandes formations politiques de gauche comme de droite mentent. Ils appuient – reniement après reniement – la mise en œuvre d'un modèle libéral insupportable. Les autres qui la dénoncent sincèrement seront dépourvus de véritables outils pour la refonder entièrement. Piégés, ils deviennent ainsi les faire-valoir d'un système prétendument démocratique.

Les Clubs « Penser La France » appellent à une rupture totale avec cette Europe-là.

Nous devons dénoncer cette construction européenne comme processus de destruction de la France, de son modèle républicain. Aussi, les Clubs « Penser La France » appellent l'ensemble des Français à voter blanc lors de ce scrutin européen du 7 juin 2009.

Élection européenne 2009 : « Le refus des Français ! »

Le 8 juin 2009

En refusant de participer à cette élection, les Français ont délivré un double message : ils refusent les politiques libérales qui les plongent dans le désarroi, ils refusent un système organisé de confiscation démocratique.

Au refus des politiques libérales s'ajoute dorénavant le rejet d'un système.

La crise politique est donc profonde, grave.

Tous les mouvements opposés à cette double dérive auraient dû refuser de participer à cette élection. Ils l'ont d'ailleurs très chèrement payé.

Seuls les libéraux au service du système ont pu se mobiliser.

Rien d'étonnant alors que l'UMP et les écologistes de Daniel Cohn-Bendit arrivent ainsi en tête : ils sont l'avant et le revers de la même pièce de monnaie libérale. Daniel Cohn-Bendit ayant assuré, par une « critique constructive » de tous les traités libéraux, leur succès constant au service d'un système.

Le très mauvais score du Parti socialiste s'explique largement par la schizophrénie de ce mouvement, partagé entre des dirigeants acquis au libéralisme et un électorat de plus en plus réfractaire à ces choix. Le Parti socialiste paye aujourd'hui ses ambiguïtés et ses contradictions, non encore résolues.

Le Modem reste certainement l'exemple le plus parfait de cette élection détournée. Si François Bayrou n'a pas su éviter les nombreux pièges qui lui ont été tendus, on ne peut que s'étonner de voir la Démocratie chrétienne, le plus européen des mouvements français,

enregistrer un échec aussi magistral. Ce parti s'est positionné contre les tenants du système libéral, et le système sans pitié l'a aussitôt sanctionné.

Cette élection européenne apparaît doublement significative.

Elle souligne la prise de conscience des Français sur le fait que le système représentatif qui leur est imposé est un piège duquel les partis politiques actuels ne peuvent les sortir.

Elle illustre la gravité d'une crise politique prochainement démultipliée par une crise économique et sociale très importante.

Dans ce contexte, comment ne pas voir que le vote écologique est d'abord un cri du cœur ? Les Français, comme les Européens, disent simplement leur désir de changer cette société au service d'un autre type de développement plus humain.

Il nous faut donc aujourd'hui ouvrir de nouvelles perspectives, répondre à cette double crise par une double révolution.

Avec la révolution républicaine, nous pouvons refonder notre démocratie.

Avec la révolution socialiste, nous devons réaffirmer la priorité de l'humain au sein d'un nouveau type de société.

Socialisme et République deviennent plus que jamais une priorité.

Dans ce sens, nous devons travailler – dès aujourd'hui – à construire cette alternative véritable pour les Français.

Européenne 2014 : Appel du CNR-RUE 18 juin 2014 (Comité National de Résistance Républicaine à l'Union européenne) !

APPEL PÉTITION DU 18 JUIN 2014 DU CNR-RUE

Comité National de Résistance Républicaine à l'Union européenne
P.R.C.F., M.'P.E.P. et les Clubs « Penser la France »

NOUS CONSTATONS QUE :

Jamais, depuis soixante-dix ans, les conquêtes sociales, la dignité et l'existence nationale du peuple français n'ont été aussi attaquées qu'aujourd'hui.

Derrière l'« alternance » fictive qui conduit la droite, le P.S. – et ses satellites – à se succéder à l'Élysée et au gouvernement, l'oligarchie prend appui sur la monnaie unique européenne et sur l'UE atlantiste, supranationale et néolibérale pour :

– appauvrir les classes populaires et les couches moyennes, maintenir un énorme taux de chômage, généraliser la précarité, broyer les services et le secteur publics, briser l'Université, la recherche publique, le logement social, la Sécurité sociale, le Code du travail, les retraites par répartition, l'Éducation nationale, les statuts et les conventions collectives, le S.M.I.C., toutes les conquêtes du Front populaire et du C.N.R. ;

– dissoudre la France dans une Europe fédérale des régions sous tutelle des États-Unis et de l'Allemagne, et dans un Grand Marché transatlantique sous tutelle de la finance et des multinationales, destructeur pour le produire en France, ravageur pour la langue et la culture françaises et mortel pour la République une, laïque, souveraine et indivisible. Communes, départements, État-

nation sont sous la menace imminente d'être liquidés au profit des euro-régions ;

– bafouer la démocratie en harcelant le monde du travail, en contournant la laïcité, en violant la volonté des peuples exprimée par référendum, en déversant une euro-propagande de chaque instant, en châtrant le parlement français de ses prérogatives ;

– entraîner la France dans d'incessantes interventions extérieures (ingérences de l'UE et de l'OTAN au Proche-Orient, en Afrique, en Ukraine...).

Nous ne nous laissons pas duper par les pseudo « alternatives » trompe-l'œil au service du système. Leurre paralysant que l'« Europe sociale » ou « l'autre Europe », portées par une gauche et une droite euro-formatées. Leurre dangereux et déshonorant que le FN, qui détourne l'esprit républicain qu'il a si longtemps combattu, alimente l'anti-syndicalisme, le racisme et la xénophobie en désignant l'étranger comme responsable du délitement de la Nation tout en épargnant le capitalisme.

L'euro-destruction de notre pays sous les coups convergents du MEDEF, des marchés financiers, de l'Axe Washington-Berlin et des gouvernements français convertis à l'europhisme et au libre-échange, exige un sursaut urgent du peuple.

ENSEMBLE, OUI, nous avons la responsabilité de construire un mouvement de résistance populaire et progressiste pour :

– sortir la France de l'euro, de l'Union européenne et de l'OTAN ;

– stopper l'euro-austérité, les accords transatlantiques avec le Canada et les États-Unis et le projet visant à morceler et réduire la France en régions européennes ;

– organiser la solidarité avec les autres peuples, notamment européens, sur la base de la coopération, en se débarrassant du principe de « concurrence libre et non faussée ».

OUVRONS UN LARGE DÉBAT PARTOUT EN FRANCE, dans chaque département, pour unir et mobiliser notre peuple afin de créer un rapport de force victorieux. Ensemble, élaborons un programme fé-

dérateur pour la reconstruction sociale et républicaine de la France en nous appuyant sur le programme du C.N.R : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, coopérations internationales, nationalisation des banques et des entreprises stratégiques, réindustrialisation du pays, démocratie centrée sur le monde du travail, rétablissement des protections sociales, défense de l'environnement contre le tout-profit, action pour la paix mondiale et pour le développement solidaire de tous les peuples et de tous les individus...

Dans la diversité de nos engagements, et pour que renaissent les Jours heureux, prolongeons au présent l'œuvre humaniste et progressiste du Conseil National de la Résistance !

NOUS APPELONS LES CITOYENS à rejoindre le Comité national de résistance républicaine à l'UE et ses Comités départementaux. Espaces pluralistes, ouverts et démocratiques, où chacun peut débattre et s'engager, ils rassemblent des citoyens, organisés ou non, qui ont un objectif commun : libérer le peuple et la nation de la tutelle qui les prive de leurs droits démocratiques pour construire une société où dignité, liberté, égalité, fraternité seront partagées par toutes et par tous.

« 9 mai, journée de l'Europe » : L'UE atlantique est antinominique de l'esprit du 8 mai 45 !

Le 8 mai 2014

P.R.C.F., M.'P.E.P. et les Clubs « Penser la France »

Il y a quarante-quatre ans, la Coalition antifasciste triomphait, au prix de sacrifices inouïs, de la Bête immonde du Troisième Reich.

En France, l'alliance républicaine et patriotique constituée autour du Conseil National de la Résistance et de son programme « Les Jours heureux » proposait alors à notre peuple un avenir d'indépendance nationale, d'antifascisme et d'antiracisme, de progrès social, de maîtrise du développement économique par la puissance publique, de respect du monde du travail.

Or, force est de constater que l'UE, qui feint de se référer à l'esprit de 1945, est aux antipodes de l'esprit et de la lettre du programme du C.N.R..

Alors que l'UE se réclame de la prospérité économique, de la justice sociale, du respect des identités nationales, de la paix mondiale, de la démocratie, ses orientations réelles leur sont diamétralement opposées en tous domaines :

- en fait de prospérité, c'est la récession, au mieux la stagnation et, dans certains pays, la dépression et l'effondrement économique qui sont au rendez-vous ; seule une étroite minorité de privilégiés bénéficie de la politique inhumaine dictée par la Troïka alors que partout, les classes populaires, les couches moyennes et la majorité des jeunes connaissent appauvrissement et précarité ; la monnaie unique, dont le PS et la droite nous jurèrent qu'elle comporterait une invincible dynamique économique, est

au contraire un terrible frein qui, en particulier, pèse lourdement sur la consommation populaire tout en plombant les exportations industrielles et agricoles de la France et des pays du sud européen ;

– en fait de justice sociale, c'est l'attaque brutale contre le monde du travail avec la crue du chômage, de la misère et des inégalités ; en France, les plans d'austérité dévastent les services publics, compriment le pouvoir d'achat populaire, transfèrent des milliards d'euros du Travail vers les marchés financiers et le patronat : tel est le cas du prétendu Pacte de responsabilité commandité par F. Hollande en réponse aux sommations humiliantes adressées au peuple français par le M.E.D.E.F., Bruxelles et Berlin ;

– en fait de respect du droit des peuples, les pays de l'UE, et spécialement la France, sont ouvertement soumis à une dictature supranationale vétilleuse ; et les gouvernants français, qu'il s'agisse des dirigeants du PS ou de ceux de l'UMP, flanqués de leurs satellites respectifs, plient l'échine, acceptent l'extinction programmée du produire en France, du modèle social issu de la Résistance voire de la République une et indivisible héritée de la Révolution française : c'est vers la liquidation pure et simple de cette dernière que F. Hollande oriente notre pays, avec la liquidation du triptyque républicain formé des communes, des départements et de l'État-nation, pour lui substituer l'ensemble antidémocratique constitué des euro-métropoles, des dix Grandes Régions (sur le modèle des Länder) et de l'Europe fédérale. Cette tendance lourde à dissoudre les États constituants de l'UE dans un conglomérat piloté par l'Axe Washington-Berlin et parrainé par l'OTAN sera considérablement aggravée si l'UE parvient à se fondre dans un Grand Marché Transatlantique qui signerait la mort des productions nationales, de l'exception culturelle, voire de la langue française, sacrifiées par avance sur l'autel des sociétés transnationales ;

– en fait de paix, l'UE affiche de plus en plus sa nature expansionniste et belliqueuse en s'alignant sur les menées agressives de

l'OTAN, que ce soit en Afrique, au Proche-Orient ou, présentement, en Ukraine ; dans ce pays, le soutien apporté par l'UE et par les USA à un régime ukrainien notoirement infiltré par les néo-nazis, de même que l'annexion programmée de l'Ukraine à l'Alliance atlantique, pourraient conduire à une conflagration dévastatrice avec la Russie (et dire cela n'implique aucun ralliement à l'action de Poutine) ;

– quant à la démocratie, l'UE ne cesse de la violer, en bafouant la volonté des peuples exprimée par référendum et en méprisant les protestations de masse qui se succèdent d'Athènes à Sofia, en passant par Madrid ; le « parlement » européen n'est qu'un vain décorum tendant à farder aux couleurs de la démocratie les dik-tats arrêtés par une poignée d'eurocrates et d'oligarques de la finance.

Sur tous les plans, l'UE. est bel et bien antinomique des principes qui inspiraient le Conseil National de la Résistance.

C'est pourquoi le CNR-RUE (ou, à défaut, le P.R.C.F., le M.'P.E.P. et les Clubs « Penser la France ») appelle à résister à cette « construction » européenne entièrement mortifère et à prendre l'offensive contre elle ; pour cela, il faut commencer par BOYCOTTER en masse la mascarade électorale du 25 mai, dont le seul enjeu, par-delà le théâtre d'ombres des querelles partisans, est de valider le « saut fédéral européen », la marche forcée à l'Union transatlantique, la politique d'expansion vers l'Est de l'OTAN, la complaisance croissante de l'UE envers les extrémistes de droites racistes, voire nazis, qui agissent au grand jour de Kiev à Riga, en passant par Budapest, ainsi que l'euro-balkanisation programmée des pays européens en général et de la République française en particulier sous le nom de code d'« Europe des régions ».

Le CNR-RUE (ou les trois organisations) appelle par ailleurs le monde du travail et la jeunesse à rejeter catégoriquement le pacte de responsabilité Merkel-Valls-M.E.D.E.F., sans chercher à « négocier » d'illusoires contreparties patronales, car on ne négocie pas les régressions, on les combat et on les abat.

Plus que jamais, par le débat démocratique et l'action commune des républicains, l'heure approche de construire ensemble un nouveau Conseil National de la Résistance : c'est indispensable pour sortir du cercle des régressions et pour que revivent « les Jours heureux », non pas dans l'UE., mais contre elle. Et cela impliquera que, le plus tôt possible, la France sorte unilatéralement de l'euro et de l'UE., de l'OTAN et de l'ensemble des institutions du capitalisme mondialisé.

Européenne 2014 : « APPEL au boycott des élections européennes du 25 mai 2014 »

P.R.C.F., M.'P.E.P. et les Clubs « Penser la France »

Antisociale, antidémocratique, belliqueuse et dictatoriale, l'Union européenne (UE) pilotée par l'axe Washington-Berlin s'acharne sur la souveraineté et sur les conquêtes sociales des peuples. Sous l'égide d'Angela Merkel, la « Troïka » (Commission de Bruxelles, FMI et BCE) martyrise les peuples sous le talon de fer de l'austérité à perpétuité.

À son tour, la France en récession s'enfonce dans la crise politique et morale. La pauvreté, la précarité, la désindustrialisation et le chômage de masse plongent notre peuple dans le désarroi. Les services publics, la protection sociale, l'Éducation nationale, les retraites, la Sécurité sociale sont étranglés au nom de la funeste « monnaie unique » ; la tutelle humiliante de Bruxelles, les diktats arrogants de Berlin écrasent notre pays avec la parfaite collaboration des dirigeants du MEDEF, de l'UMP et du PS.

La trahison du PS et de l'UMP !

Bafouant le « Non » populaire du 29 mai 2005 à la Constitution européenne, violant l'aspiration au changement exprimée en mai 2012, F. Hollande applique à marche forcée la « feuille de route » « diktée » par Bruxelles : il s'agit d'arasier les spécificités françaises issues de la Révolution française et du Conseil National de la Résistance, d'imposer le « tout anglais » à l'Université, de substituer à la République une, laïque et indivisible, une Europe des euro-métropoles qui porte en germes la mort des statuts, des conventions collectives, des diplômes nationaux et de la démocratie communale.

Alors même que l'UE écrase les dépenses publiques et les salaires au nom du « sauvetage de l'euro », l'Europe supranationale est engagée, par le biais de l'OTAN, dans la politique belliqueuse, ruineuse et impérialiste menée par l'Oncle Sam. La signature du traité d'« Union transatlantique » entre l'Amérique du Nord et l'UE aboutirait, de fait, à la réduction rapide de toutes les spécificités sociales, politiques et culturelles des diverses nations d'Europe.

Le FN, parti de la collaboration !

Face à cette entreprise de déclin national et de régression sociale, aucune des grandes forces politiques françaises en lice lors des prochaines élections européennes ne porte un projet alternatif un tant soit peu radical. Bien qu'il feigne s'opposer au « système UMPS », le FN est un élément décisif du dispositif institutionnel de l'UE : comme c'est le cas dans tout le reste de l'UE, en effet, l'extrême droite xénophobe n'a d'autre but que de dévoyer la colère populaire vers le racisme tout en la détournant de la nécessaire résistance aux prédatons du capital. Du reste, le FN ne veut pas vraiment, comme ce serait pourtant nécessaire et urgent, sortir unilatéralement la France de l'UE et de l'euro ; et la prétendue « sortie concertée et progressive » de l'euro prônée par Madame Le Pen perd toute portée pratique quand on sait que le FN la subordonne très officiellement au bon vouloir de l'Allemagne capitaliste, laquelle dispose avec l'euro, ce clone du Deutschmark, d'une arme monétaire décisive pour imposer l'hégémonie allemande à l'Europe du Sud.

Front de Gauche et PCF dans l'impasse !

Malheureusement, la « gauche de gauche » ne s'oriente pas vers la remise en question radicale de la dictature européenne et de sa monnaie unique : J.-L. Mélenchon continue en effet de prétendre que « l'Europe est à nous » (sic) et que « l'euro est notre monnaie » (sic), pendant que Pierre Laurent, président du Parti de la Gauche Européenne, se prononce pour une impossible « refondation » de la construction européenne... dans le cadre de cette prison des peuples qu'est l'UE.

Un Parlement européen qui trahit les peuples !

Au demeurant, le « Parlement » européen n'a jamais été autre chose qu'une fiction coûteuse : sa mission est de masquer le fait que l'UE est pilotée par une poignée d'États très puissants qui n'ont d'oreilles que pour les « marchés financiers » et pour les exigences du grand patronat. Pendant ce temps, les parlements nationaux, privés de tout pouvoir budgétaire réel par le Traité européen de gouvernance (TSCG), se transforment en chambres d'enregistrement des directives édictées par Bruxelles.

Pour un boycott de Résistance !

Dans ces conditions, le civisme républicain ne consiste pas à valider par son vote la farce électorale de la dictature européenne. En s'abstenant massivement, en votant blanc ou nul par millions, les peuples d'Europe ont déjà signifié par le passé leur REFUS DE VALIDER cette « construction » européenne illégitime et mortifère. À n'en pas douter, les peuples s'appêtent à un REFUS DE VOTE PLUS MASSIF QUE JAMAIS lors des européennes de 2014. Il ne s'agit certes pas de rejeter le principe même du vote au nom d'un intemporel « élections piège à c... », car participer à des élections, quand les conditions permettent d'en faire un outil utile à l'expression des peuples, peut être un devoir impérieux. Mais quand l'« élection » n'a d'autre but que de faire cautionner par les citoyens une politique tendant à exclure les bases mêmes d'une vie politique républicaine, le civisme commande de boycotter cette élection en trompe-l'œil et d'appeler les peuples à l'insurrection citoyenne à travers les luttes sociales nationales et internationales, les résistances civiques et tous les moyens démocratiques légitimes. C'est un devoir citoyen de voter quand le suffrage sert à la souveraineté du peuple, c'est aussi un devoir citoyen de ne pas voter quand le suffrage ne permet pas la véritable souveraineté du peuple.

« Oui » à l'insurrection citoyenne !

C'est pourquoi, au nom des principes impérissables portés par le programme du CNR (indépendance nationale et coopérations

internationales, progrès social, reconstruction industrielle, services publics et nationalisations, antiracisme et antifascisme...), nous appelons les républicains de toutes sensibilités, communistes, gaullistes, républicains laïcs, progressistes sans étiquette, syndicalistes, croyants et non-croyants attachés à la laïcité, à s'associer pour refuser ensemble la farce de l'élection européenne ; saisissons-nous de ce boycott militant non pas pour « rester à la maison », mais pour expliquer autour de nous la nocivité de l'UE et de l'euro, impulser les résistances sociales aux contre-réformes, élaborer ensemble et démocratiquement, sur les bases de l'Appel lancé le 18 juin 2013 par le M'PEP, « Penser la France » et le PRCF, un programme de reconstruction sociale et républicaine de la France, pour appeler ensemble à SORTIR la France de l'euro, de l'UE et de l'OTAN par la voie progressiste.

Sur la base du présent texte, constituons partout, dans les départements, les localités, les entreprises, les universités, des collectifs républicains pour le boycott des élections au Parlement européen.

Limoges, le 2 novembre 2013

GRÈCE : « Pour sauver l'Europe, VOTEZ “OXI-NON” ! »

Samedi 4 juillet 2015

Dimanche 5 juillet 2015, la Grèce est appelée aux urnes grâce au courage d'un gouvernement dont les deux dirigeants emblématiques – MM. Tsipras et Varoufakis – méritent notre admiration.

Ces hommes politiques ont parfaitement compris les mécanismes mondiaux complexes qui ont conduit le monde, comme la Grèce, au bord du gouffre : la mise en œuvre de pouvoirs économiques et financiers déconnectés des gouvernements, des parlements, des peuples et des nations.

Sans contrôle politique, quelques technocrates imposent des mécanismes financiers qui suicident les peuples. Ils ont pour cela reçu le soutien de gouvernements corrompus et de médias achetés.

Une caste entière : journalistes, acteurs, animateurs de télévision... dictent aux peuples d'Europe cette politique de collaboration, comme ils le faisaient hier, sous Vichy et Pétain, au cours de sympathiques voyages à Berlin. Déjà !

Après le vote référendaire de 2005, où le Peuple de France a courageusement – et avec quelle lucidité ! – rejeté ces politiques, et après qu'une classe politique entièrement corrompue a volé cette immense victoire, le Référendum proposé au peuple grec fait naître une immense espérance.

Espérance pour le peuple grec ! Bien sûr. Espérance pour le Peuple de France et espérance pour tous les Peuples libres d'Europe, également.

Ce « NON » est une grande chance, tant pour le peuple grec que pour nous.

Après ce vote « NON », la Grèce va démontrer que l'euro est une malchance : cette dévaluation va certes générer plusieurs mois difficiles, mais elle dopera dans le même temps l'ensemble des exportations, attirera des millions de touristes européens sans le sou venus profiter de l'aubaine. Les devises afflueront. L'économie grecque – aujourd'hui sous perfusion et, en fait, depuis longtemps à l'arrêt technique – respirera à nouveau.

D'autres forces économiques dans le monde, d'autres partenaires, sont prêts à aider la Grèce.

Dimanche, en votant « NON » le peuple grec reprendra en main son destin.

Ce « NON » sera ainsi l'exemple d'un acte démocratique pleinement réussi, ce que veulent par-dessus tout éviter les cercles conservateurs extrêmes qui dirigent l'Europe actuelle.

Cette chance immense, nous devons la saisir ! Nous, peuples d'Europe, peuple de France.

Les Clubs « Penser la France » apportent leur total soutien aux Grecs qui entendent résister en votant « NON » pour recouvrer leur totale liberté !

Quel plus beau message la Grèce – mère de la démocratie – peut-elle adresser au monde en ce début de XXI^e siècle ?

BREXIT : « Pour un FREXIT général : OTAN-UE-EURO »

Dimanche 26 juin 2016

Le #BREXIT est une immense bonne nouvelle pour la France.

Par ce vote, les Britanniques ont adressé un salut magistral à l'ensemble des peuples libres d'Europe.

Ils ont réaffirmé que la souveraineté appartient au peuple, et à lui seul.

Cette vérité politique supérieure résonne avec douleur pour l'ensemble des Français qui n'ont pas oublié le vote référendaire de 2005, et la trahison de l'ensemble de la classe politique française, réunie en Congrès à Versailles en 2008.

Le vote du BREXIT est également source d'immense espérance pour l'Europe que nous entendons bâtir : l'Europe des nations libres.

Il serait cependant illusoire de croire que l'Union européenne est le seul instrument d'oppression des peuples en Europe.

Nos armées sont sous contrôle de l'OTAN et, de ce fait, notre diplomatie exsangue. Notre économie est paralysée par des règles dictées par l'étranger. Tout se tient.

L'Europe des nations libres que nous entendons bâtir appelle la libération totale des nations de notre continent, libérées de toutes les formes d'assujettissements.

Français épris de liberté, nous devons travailler à libérer la France pour espérer libérer l'Europe.

Après le vote historique du BREXIT, nous appelons à la mise en œuvre en France d'un FREXIT général : « Sortie de l'OTAN ! Sortie de l'EU ! Sortie de l'Euro ! ».

Dans les toutes prochaines semaines, les Clubs « Penser la France » s'emploieront à rechercher les moyens indispensables à la mise en œuvre de ce programme politique essentiel, notamment avec l'ensemble des formations et mouvements politiques réunis dans le nouveau Conseil National de la Résistance, réunissant communistes authentiques et gaullistes authentiques et, au-delà, tous les patriotes républicains épris de liberté.

Plus que jamais, nous devons créer les conditions pour « Libérer la France ! Relever la Nation ! Réussir la République ! ».

Pour les Clubs « Penser la France », seul un FREXIT général offrira à notre pays les conditions du plein succès de cette reprise en main du destin de notre Nation.

Espagne/Catalogne : « Qui cherche à abattre l'Espagne très catholique ? »

Le 5 octobre 2017

L'organisation du référendum catalan par une administration régionale jusqu'au-boutiste, face à un gouvernement central plus que maladroit, masque les enjeux stratégiques qui travaillent l'Espagne comme l'Europe depuis... cinq siècles.

Cette simple question d'autonomie/indépendance vise d'abord et avant tout à défaire l'Espagne. Dans quel but ?

Qui cherche – d'ailleurs, depuis des siècles – à affaiblir l'Espagne très catholique ?

Qui a intérêt à disposer des ressources industrielles et financières de la Catalogne ?

Les enjeux dissimulés de ce référendum doivent être expliqués aux Français.

Il faut répondre à ces questions économiques et stratégiques essentielles : celles qui permettent de comprendre pourquoi le capitalisme anglo et saxon protestant a mis à genoux tout le sud de l'Europe catholique (Espagne et Italie) et orthodoxe (Grèce), comme d'ailleurs depuis toujours il a travaillé à abattre la monarchie capétienne française, puis cherché à mettre au pas la République française et son État jacobin.

Cette lutte à mort depuis des siècles doit interroger les Français – y compris ceux qui restent attachés à des cultures régionales dont la vigueur fait la force de la France – et les inviter à la plus grande prudence.

La fin des États-nations dissimule la prise de pouvoir de forces autrement plus dangereuses que celles qui nous sont données à voir, et dont la plupart de nos contemporains ignorent jusqu'à l'existence.

La dislocation de l'Espagne en ce début de siècle serait un coup fatal porté contre l'existence même de l'Idée d'État-nation en Europe, donc tout naturellement contre la France, celle héritée des Capétiens comme celle incarnée par l'État jacobin républicain.

Les Clubs « Penser la France » invitent les Français à la plus grande prudence et à réfléchir aux enjeux dissimulés sur ces questions essentielles.

C. VIE POLITIQUE INTERNATIONALE

N° 49 : ISLAM : « Discours du Pape à l'université de Ratisbonne : un signe délibéré », le 18 septembre 2006

N° 50 : « La situation à GAZA est proprement scandaleuse », janvier 2010 ;

N° 51 : CPI : « Nicolas SARKOZY devant la Cour Pénale Internationale » – PÉTITION INTERNATIONALE – 23 octobre 2011 ;

N° 52 : « APPEL de LA BASTILLE aux peuples du monde : MOUVEMENT DEMOBOULIOS », par Simone LE BARON et Jean-Luc PUJO, 2 novembre 2011

N° 53 : « Message de soutien au CRI-PANAFRICAIN », 21 janvier 2012 ;

N° 54 : « PALESTINE, État non membre de l'ONU : Il faut aller plus loin ! » le 2 décembre 2012

N° 55 : « LIBYE, SYRIE, MALI : Incohérence désastreuse de notre diplomatie », le 13 janvier 2013

N° 56 : VENEZUELA : « Patriotes Français, nous pleurons tous Hugo CHAVEZ ! », samedi 9 mars 2013

N° 57 : « SYRIE : Non à l'intervention militaire de la France ! », 2 septembre 2013

N° 58 : CENTRAFRIQUE : « Une intervention française justifiée et bienvenue ! », 6 décembre 2013

N° 59 : « UKRAINE : L'OTAN et l'UE menacent la paix mondiale », 2 mars 2014 ;

N° 60 : « JÉRUSALEM : Pour le transfert du siège de l'ONU à JÉRUSALEM ! » – Pétition Mondiale –, le 24 juillet 2014

N° 61 : USA 2016 : « TRUMP : une chance pour la France ! », 6 novembre 2016

N° 62 : « FIDEL CASTRO : Mort d'un héros socialiste », 27 novembre 2016

ISLAM : « Discours du Pape à l'université de Ratisbonne : un signe délibéré ! »

Le 18 septembre 2006

Le discours du Pape à l'Université de Ratisbonne ne relève pas de la maladresse. Pas plus le propos, d'ailleurs, que le thème de son intervention.

La volonté de poser la question de la violence aux responsables de l'Islam est délibérée. Elle relève même du piège parfait.

La complexité religieuse de l'Islam s'efface aujourd'hui derrière une simplification – abusive – dont les musulmans sont les premières victimes.

N'en sont-ils pas aujourd'hui tout autant les responsables ?

Comment, en effet, nier que l'Islam est en train de développer en son sein une forme de prosélytisme hyper-violent ?

Ce faisant, cet Islam violent – auquel il est impossible, bien sûr, de réduire l'Islam – devient l'allié objectif de tous ceux qui, en Occident, prônent le conflit de civilisation.

Aussi assiste-t-on à la mise en place d'un piège parfait, où la violence conforte les positions les plus dures au détriment du dialogue des civilisations.

Se dessine ainsi un axe infernal entre islamistes, néo-con's américains, mouvements chrétiens les plus réactionnaires... dont Benoît XVI – lui-même – n'est pas éloigné !

Comment les démocrates et les républicains de toutes les familles spirituelles, de toutes nationalités et de tous les continents – attachés aux valeurs universelles – vont-ils échapper à ce piège infernal ?

Le discours du Pape à l'université de Ratisbonne est un signe délibéré ! Inquiétant, il est un mauvais signe.

« La situation à GAZA est proprement scandaleuse »

Janvier 2010

La situation à GAZA est proprement scandaleuse. Cette situation, nous la dénonçons depuis déjà longtemps.

Devant l'inertie des États, y compris les mensonges et doubles langages tenus par les États européens, il est nécessaire de travailler à lever cet embargo inadmissible.

Les actions citoyennes et militantes actuelles – qui visent à ravitailler GAZA – risquent cependant de nous emmener vers une situation internationale dramatique.

Voilà très directement la conséquence de la démission des élites politiques et, au premier chef, des élites européennes qui auraient dû travailler à une paix véritable au Moyen-Orient.

Nous sommes donc en mesure de tirer une première conclusion qui s'impose : nos gouvernements ne gouvernent plus. En sont-ils d'ailleurs encore capables ?

C'est bien par une mobilisation citoyenne en Europe que nous devons infléchir les politiques gouvernementales sur un sujet devenu aussi crucial que la paix au Moyen-Orient.

Toutes les manifestations citoyennes en Europe qui viseront à imposer à nos gouvernements la levée de cet embargo sont honorables. Nous les soutiendrons toutes en veillant à ne surtout pas encourager les communautarismes, dont l'éveil serait absolument contre-productif.

Nous savons que la solution du conflit au Moyen-Orient passe par un travail commun entre Israéliens et Palestiniens au service d'un projet de paix. Certains y travaillent déjà depuis de nombreuses années. Il est temps de les écouter, enfin.

COMMUNIQUÉ N° 51

« Nicolas SARKOZY devant la Cour Pénale Internationale » – PÉTITION INTERNATIONALE –

23 octobre 2011

– Pétition Internationale lancée par les Clubs « Penser la France » –

L'assassinat du chef de l'État libyen grâce à l'intervention de l'armée française est une honte pour la France.

Les bombardements sur les populations civiles en Libye comme l'intervention scandaleuse des troupes françaises en Côte d'Ivoire à l'instigation de Nicolas SARKOZY marquent – plus qu'une rupture diplomatique – la participation à une véritable entreprise criminelle d'État.

Les crimes commis à l'encontre de civils comme l'assassinat d'un chef d'État appellent la mise en cause pénale des responsables politiques français.

Les Clubs « Penser la France » ont décidé de réunir un collectif d'avocats français et étrangers en vue d'étudier un dépôt de plainte contre M. Nicolas SARKOZY devant la Cour Pénale Internationale.

Accessoirement, les Clubs « Penser la France » vont saisir l'ensemble des parlementaires français d'une demande d'ouverture d'une procédure devant la Haute Cour, conformément aux articles 67 et 68 du titre IX de la Constitution de la V^e République.

FIN DE L'EXTRAIT